

**Le Virement en Banque
et ses incidences juridiques
économiques et financières**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PAR

A. CALVY

IMPRIMERIE UNIVERSITAIRE

E. FOURCINE

5, Rue Émeric-David

AIX-EN-PROVENCE

1941

**Le Virement en Banque
et ses incidences juridiques
économiques et financières**

*L'Université et la Faculté n'entendent
donner ni approbation, ni improbation
aux opinions émises dans les thèses; ces
opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.*

Université d'Aix-Marseille - Faculté de Droit d'Aix

**Le Virement en Banque
et ses incidences juridiques
économiques et financières**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE PAR

A. CALVY

IMPRIMERIE UNIVERSITAIRE

E. FOURCINE

5, Rue Émeric-David

AIX-EN-PROVENCE

1941

UNIVERSITE D'AIX-MARSEILLE

FACULTÉ DE DROIT D'AIX

PERSONNEL

MM.

- RAYNAUD, *,  I., Doyen, Professeur d'Economie Politique.
DUMAS,  I., Assesseur, Professeur d'Histoire Générale du Droit Français.
BRY, *,  I.,  I., Professeur de Droit Romain.
LEBRET,  I.,  I., Professeur de Droit Criminel.
AUDINET A., *  I.,  I., Professeur de Droit Civil.
JAUFFRET,  A., Professeur de Droit Commercial.
DURAND,  A., Professeur de Droit Administratif.
TROTABAS,  I.,  I., Professeur de Droit Constitutionnel.
P. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE,  I., Professeur de Droit International Public.
KAYSER, Professeur de Droit Civil.
MACQUERON, Professeur sans chaire.
STÉFANI, Professeur de la Faculté de Droit de Strasbourg, chargé de cours à la Faculté de Droit d'Aix.
HENRY, Professeur de la Faculté de Droit de Nancy, chargé de cours à la Faculté de Droit d'Aix.

CABRILLAC, Agrégé.

MARCY, Agrégé.

BERTRAND, Chargé de Cours.



PROFESSEURS HONORAIRES

MM.

- AULAGNON, *,  I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
LABORDE-LACOSTE, *,  I., Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux.
PERROUD, *,  I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
RIPERT, *,  I., Doyen de la Faculté de Droit de Paris.

M. DELAPORTE,  I., Secrétaire.

INTRODUCTION

Au seuil même d'une étude sur le virement en banque, nous touchons à la forme la plus moderne, la plus perfectionnée des modes d'extinction des obligations. Dans le monde économique, tout finit par un paiement. Toute société humaine repose sur l'échange, et partant, sur une monnaie, si l'on veut renoncer à la forme primitive du troc. Or, avec le progrès, les échanges eux-mêmes, ont tendance à s'accélérer, et la masse des richesses des individus tend à se transformer en un réseau d'obligations plus mobiles. La notion de propriété recule devant celle de titres de créance. L'usage de transports très rapides facilite les rapports économiques, et le rythme de la vie commerciale se fait plus précipité. Il faut donc que la monnaie elle-même s'adapte à ces conditions nouvelles et la vitesse de sa circulation devient un facteur de progrès.

C'est à cette nécessité que répond le virement en banque, opération formant avec le chèque la monnaie scripturale, ou monnaie de banque. Comment analyser cette situation ? Plusieurs définitions ont été proposées. D'après Dalloz : « le virement consiste pour un déposant, à faire transférer au crédit d'un autre déposant, son créancier, tout ou partie des sommes figurant à son crédit. (R. Prat. V^o Banque, Bauquiers, p. 68, par. 7.)

Cette définition nous paraît trop étroite, car elle n'envisage que les virements entre deux comptes, appartenant à des titulaires différents, et non ceux effectués entre deux comptes appartenant au même titulaire. Nous proposons celle-ci, plus générale : « Le virement est une opération comptable, se traduisant par l'inscription de la même somme au débit d'un compte et au crédit d'un autre, cette somme étant ainsi transférée sans déplacement matériel de signes monétaires. »

Le virement, est ainsi défini au sens bancaire du mot. Il comprend sous son acception non seulement les opérations effectuées entre deux comptes de titulaires différents, mais encore toutes celles effectuées entre comptes différents appartenant au même titulaire.

Toutefois, le sens juridique et fiscal est plus étroit, et des effets de droit ne sont attachés qu'au virement faisant passer une somme d'un patrimoine dans un autre.

Ceci posé, la pratique nous montre à quel point le paiement par jeu d'écritures s'est développé en moins d'un siècle. Les origines en sont lointaines, mais l'épanouissement n'a pu se faire qu'avec celui du crédit. C'est l'usage qui a créé le droit suivant le processus courant en ces matières. L'habitude ainsi prise spontanément par le public n'est qu'une illustration de l'influence du progrès économique sur les cadres juridiques de la Société. L'institution a réagi non seulement sur le droit, mais encore sur la monnaie par une sorte d'autoréaction économique, si bien que le législateur pénétré de cette idée est souvent intervenu, et il semble pousser davantage encore son intervention depuis peu. Enfin, la vigilance du fisc toujours en éveil, n'a pas manqué de marquer sa présence avant même que le législateur n'en ait consacré les caractères. Nous

voyons ainsi se dessiner le plan de notre étude dans une articulation en deux parties :

Première partie : *Origine et Développement.*

Deuxième partie : *Incidences juridiques, économiques et fiscales.*

PREMIERE PARTIE

ORIGINES ET DÉVELOPPEMENT

L'institution du crédit est vieille comme le monde et les origines se perdent dans la nuit des temps. L'usage du virement remonte aussi loin que la création des banques. Mais sa véritable expansion lui a été communiquée depuis un siècle à peine, sous la poussée de nouvelles nécessités créées par le développement du commerce et de l'industrie. Nous diviserons cette partie en deux chapitres dont l'un sera réservé à une brève étude des origines de l'institution et dont l'autre sera consacré au développement actuel du procédé.

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES

§ 1. — *L'ébauche : Les précurseurs dans l'antiquité.*

La plus ancienne banque connue est la banque babylonienne des Igibes, vers le iv^e siècle avant Jésus-Christ. Cette banque recevait des dépôts, au sens juridique du mot, c'est-à-dire qu'elle s'engageait à rendre les espèces mêmes qui lui étaient confiées. Plus tard, elle remettait un récépissé de dépôt, parfois revêtu de la clause à ordre, permettant le paiement même sur une autre place et ce récépissé circulait à peu près comme notre chèque (1).

En Grèce, les sources sont en plus des historiens connus trois plaidoyers : le Trapézitique d'Isocrate, le Pro Posen et le Pro Phormion de Démosthène, ainsi que le Traité de la Politique d'Aristote (Livre 1^{er}, chap. III). Aristote jugeait fort mal le prêt à intérêt, et, avec lui, la plupart des Athéniens, mais les affranchis et les étrangers ignoraient ce préjugé et en firent un quasi monopole. Petit à petit, la confiance se substitua à la méfiance et les dépôts se multiplièrent chez les trapézistes (de τραπεζίται tables sur lesquelles ont comptait primitivement la monnaie (2).)

Soulignons ce développement dans un pays aussi peu

(1) Cf. Cuq, « Etude sur les contrats de la nouvelle dynastie babylonienne » (nouvelle revue historique de Droit français et étranger, 1913. Tome XXXIV, p. 423).

(2) Brauchet, Histoire du Droit privé de la République athénienne. (Tome IV, Droit des obligations. Paris, 1897, p. 326.)

unifié que la Grèce. Les banquiers commencèrent par être changeurs de monnaies ; celles-ci étant nombreuses et variées, le change variait rapidement et, d'autre part, la quantité de pièces fausses était considérable. Pour obvier à ces deux inconvénients du paiement comptant, les individus chargèrent les trapézistes d'effectuer leurs recouvrements à leur place et leur confièrent leurs espèces liquides, s'assurant ainsi contre la perte et le vol.

Devant les sommes, considérables pour l'époque, de leurs dépôts, les trapézistes furent amenés à opérer les mouvements de fonds entre leurs clients par simple jeu d'écritures sur leurs registres. Ces registres étaient tenus avec une telle exactitude qu'ils inspiraient confiance. La puissance des trapézistes devint telle, au point de vue économique, qu'ils furent appelés à aider les gouvernements eux-mêmes dans le financement de leurs guerres, comme la guerre du Péloponèse, par exemple.

La comptabilité des trapézistes consistait en deux sortes de livres : d'une part, les journaux, ou *εφημερις*, contenant les opérations effectuées au jour le jour ; d'autre part, un livre où chaque client avait son compte avec une page pour l'actif et une pour le passif. Entre deux clients, on effectuait des virements simples ou peut-être déjà des virements de banque à banque. Au début, les parties devaient être présentes à l'opération, puis, plus tard, un simple ordre écrit, ou verbal, fut réputé suffisant. Ainsi donc, les Grecs connaissaient l'institution du virement, le crédit leur étant rendu nécessaire par l'insécurité des moyens de transport, surtout des transports de monnaie.

A Rome, les *Argentarii* eurent au début mauvaise presse, comme leurs confrères grecs. Plaute les assimilait aux « *Leones* » ou entremetteurs ; Caton et Cicéron voyaient dans leur activité un commerce deshonnête.

Malgré cela, leur rôle fut considérable. Ils reçurent

d'abord des sommes en dépôt qu'ils devaient restituer « in individuo », sous peine de s'exposer à l'« actio furti » ou à « actio depositi ». Mais, vers le ^v^e siècle avant J.-C., ils s'obligeaient à restituer non plus « idem, sed tantumdem ». Sur le vu d'un reçu, le « receptum argentarii » délivré à chaque dépôt, ils s'engageaient à rembourser la totalité des capitaux et intérêts. A l'origine, le client lui-même amenait son propre créancier, en personne, devant son banquier. Plus tard, il se contenta de lui remettre simplement son « receptum argentarii ». Ce receptum devenait ainsi assimilable, non à un chèque, puisqu'il ne comprenait pas de clause à ordre, et puisqu'il ne pouvait être fractionné, mais plutôt à un certificat de dépôt susceptible d'être utilisé comme mandat de paiement.

Les argentarii avaient une comptabilité assez semblable au Compte courant, avec la tenue d'un débit et d'un crédit pour chaque compte avec balance périodique. La pratique provenait d'une comptabilité privée, celle du Pater Familias. Dans un livre de caisse, le « codex acceptii et expensi », le chef de famille groupait les recettes et dépenses de la cellule romaine qui dépendait de lui. Ces inscriptions n'avaient aucune valeur probante et n'engendraient aucune obligation.

Le codex servit de modèle à un grand livre de banque romaine, le « liber rationum », où chaque client avait un compte ouvert sur deux pages : l'une pour le doit, l'autre pour l'avoir (expensum ferre, acceptum ferre) ; et des virements étaient fréquemment exécutés de compte à compte.

Outre ce grand livre, les argentarii tenaient une sorte de journal : « l'ephemeris », mais seul le « liber rationum » produisait des effets de Droit. Les virements exécutés sur ce livre entraînaient novation de la créance inscrite. Cet effet novatoire restait la base essentielle du virement dans

notre Droit moderne, il nous paraît utile de préciser ici cette notion romaine de novation.

Cette novation reposait en Droit Romain sur deux institutions : la *transcriptio a persona in personam* (par changement de débiteur) et la *transcriptio a re in personam* (par changement de cause).

1° La « *Transcriptio a persona in personam* » (3). Lorsque deux individus, Titius et Mœvius, étaient titulaires de comptes chez le même argentarius, ils pouvaient régler leur dette par simple jeu d'écriture chez celui-ci. Si, par exemple, Mœvius devait cent sesterces à Titius, il donnait l'ordre (*puscum*) à son argentarius de débiter son compte de cent par le crédit de Titius. Le banquier portait alors une double inscription sur le *liber rationum* : à la page de Mœvius il inscrivait à l'*expensum* : « *expensum Titio centum* » et à la page de Titus à l'*acceptum* : « *acceptum a Mœvio centum* ». L'ancienne obligation était alors éteinte et l'opération équivalait à un paiement (*solutio*). Juridiquement, le Droit Romain analysait celle-ci en un triple paiement fictif : l'un réputé fait par le délégué (l'argentarius) au délégant (Mœvius), un autre fait par le délégant au délégataire (Titius), le troisième par le délégataire au délégué.

Le système pouvait se compliquer encore par l'intervention d'un quatrième personnage, Seïus, créancier à son tour de Titius de cent. Titius pouvait ordonner, avec l'assentiment de Mœvius, une inscription dernière au compte de Seïus, ultime bénéficiaire.

Au Bas Empire, un procédé facilitait les virements : le constitut, pouvant constituer en un ordre écrit ou peut être même verbal.

Mais l'absence de chambres de compensation et l'ignorance complète du chèque endossable, restreignaient tou-

(3) Gaius, 3-1-29.

jours l'usage du virement aux règlements internes. Sous Justinien, les argentarii opéraient encore des versements en espèce par l'intermédiaire de « *collecdarii* ».

2° La Transcriptio a re in personam ». On assistait toujours ici à la transformation de « *nomina arcaria* » en « *nomina transcriptica* » comme dans le cas précédent, mais le but recherché était différent. Les parties ne recherchaient plus un procédé de paiement sans mouvement de numéraire, mais au contraire et principalement une transformation de la nature juridique du contrat. L'obligation de bonne foi pouvait être transformée en obligation de droit strict par ce moyen. On réalisait ainsi une novation par changement de cause (4).

Si par exemple Seïus était créancier de Titus de cent sesteres à la suite d'un contrat de bonne foi et s'ils voulaient l'un et l'autre transformer cette obligation en une autre née litteris, par suite du droit strict, il leur suffit de faire porter certaines inscriptions sur le liber rationum de leur argentaire commun. Ces inscriptions établissent à la fois l'existence d'un paiement fictif pour étendre l'ancienne obligation et celle d'un versement fictif pour en créer une nouvelle.

Pour entrer dans le détail de l'opération, l'argudaries forfait en compte de Seïes une double mention : à l'accepteur : « *A Tidio cendrum ex sociedate* », et à l'expensum : « *Expensum titio cendrum* ; il se reportait alors au compte de Titius et inscrivait successivement : à l'accepteur « *A Seïo centum* » et à l'expansum « *Expansum Seïo cendum mex sociedate*.

Ainsi la dette ancienne était annulée et le fait de porter sur les livres la remise fictive de cent sesteres à Titius revenait à le rendre débiteur de cette somme par obligation née litteris.

(4) G. et J. Bry. Principes de Droit Romain, sixième éd. (Paris, Sirey, Tome 2, p. 21).

Dans l'ensemble, quoique l'on ne puisse trouver nulle part un Droit Romain, une généralisation accusée de ces pratiques, il n'en reste pas moins que celles-ci constituent une ébauche intéressante, une esquisse que l'évolution ultérieure devait compléter.

§ 2. — *Le Moyen-Age.*

Au Moyen Age, après les invasions barbares et devant la résistances des idées religieuses condamnant le prêt à insérer, les derniers descendants des *argentarii* romains disparaurent en Europe occidentale.

Pourtant les particuliers cherchaient à mettre leurs biens mobiliers trop souvent menacés à l'abri des convoitises. Pour répondre à ce désir, et surtout parce qu'ils ne se sentaient pas soumis aux doctrines religieuses, les juifs fondèrent alors de véritables établissements de dépôt, acceptant de conserver les pièces de monnaie et objets précieux des particuliers et pratiquant le prêt sur gage.

A l'exemple des juifs, des Lombards vinrent en France, à Lyon d'abord se livrer aux mêmes activités. Ils firent rapidement école dans tous le pays, principalement à Cahors et Paris avec ses banquiers dès le *xiii^e* siècle.

Ces banquiers jouirent bientôt des rôles multiples, muant aussi bien en changeurs, dépositaires de fonds ou prêteurs qu'en assureurs ou collecteurs d'impôt. Leur existence ne froissa même plus à la longue le sens religieux du public. Saint Thomas d'Acquin reconnut même la légitimité de la rémunération du capital prêté et l'Ordre des Templiers organisa dans ses forteresses célèbres de véritables banques de dépôt.

Les virements se perfectionnèrent surtout pendant la période des foires, et lors de la création des banques italiennes au *xvi^e* siècle.

1° Les foires (5), dont les plus importantes étaient celles de Saint-Denis, de Champagne, de Lyon, de Beaucaire, des Flandres, de Lombardie et d'Espagne consistaient en des assemblées périodiques en des lieux donnés à des dates fixées par ordonnances.

Dans ces assemblées, les changeurs (*bancherii*) notaient toutes les opérations sur des carnets. En fin de journée chacun d'entre eux commençaient par compenser les sommes que se devaient réciproquement les clients, puis tous se réunissaient et comptaient leurs créances en dettes réciproques. Seul le solde donnait lieu à paiement en espèces, encore leur arrivait-il de la reporter purement et simplement à un autre jour de foire ou à une foire ultérieure. Ce système coupait court, ainsi, au maximum, à la circulation des espèces et surtout au danger de la fausse monnaie trop répandue à cette époque...

Cette facilité aurait pu cependant permettre des abus, aussi un contrôle sévère était-il exercé par les notaires et gardiens de foires ; une hypothèque était prise pour les commerçants isolés sur tous leurs biens jusqu'à complète libération, et un cautionnement réciproque était fourni pour les groupements corporatifs. Des sanctions sévères allant jusqu'à l'exclusion des foires à venir étaient prévues pour les commerçants malhonnêtes ayant manqué à leurs engagements. Mais l'utilisation des virements allait en se répandant de plus en plus dans les différents pays en dehors même des règlements des foires, en particulier en Italie, dès le XI^e siècle, avec le développement des banques.

2° Les Banques italiennes. A partir du XI^e siècle, l'Italie comptait trois sortes de banquiers : les « *bancherii* », pratiquant des opérations de banques proprement dites, les « *munarii* », spécialistes de prêts sur gages et les « *ban-*

(5) Huvelin. — Essai historique sur les droits des marchés et des foires, Thèse, Paris, 1897,

chesitti », spécialistes des opérations de change. A la tête de la corporation, des maîtres exerçaient un pouvoir de contrôle sur toutes les opérations. Malgré ce contrôle et celui des pouvoirs publics, les banques italiennes firent presque toutes faillite rapidement. Mais elles avaient fait connaître cependant la pratique des virements en banque, en dehors des règlements entre professionnels des foires.

Une banque se fonda à Venise, en 1587, et eut une durée beaucoup plus longue. Elle fut la première à convertir les dépôts qui lui étaient remis en une monnaie de compte qui atténuait les effets de la complexité des changes multiples et le danger de la fausse monnaie. La banque de Gênes suivit cet exemple et sa monnaie de compte dépassait de 15 % la valeur des pièces en circulation. Enfin, une troisième banque, la banque de Naples se créa à l'image des deux premières. Toutes ces banques pratiquaient largement le procédé du virement, procédé figurant dans les écritures, au même titre que les dépôts et les retraits de fonds. A Naples existait les « polizze notati », sortes de chèques ou ordres de virement à vue. A Venise, les « partita in banco », jouaient le même rôle, servant en outre de warrants.

Au delà de dix ducats, la banque remettait au déposant un récépissé : le « fedo di credito », pouvant circuler de mains en mains et en dessous de dix ducats, un autre récépissé : le « pollizino ». Ces papiers contenaient mention des causes et conditions du dépôt rédigés par un notaire attaché à la banque. Tout ceci était tellement en faveur auprès du public que dans le courant des xvi^e et xvii^e siècles, les banques de Gênes et de Venise étaient arrivées à éteindre la circulation monétaire matérielle dans leurs républiques respectives.

§ 3. — *L'évolution au xvii^e siècle : la Banque d'Amsterdam.*

Amsterdam était au xvii^e siècle le carrefour du commerce international. Les monnaies de toutes sortes y parvenaient et avec elles, les pièces rognées et falsifiées. La Banque d'Amsterdam, véritable banque d'Etat, fut fondée en 1609, devant les mêmes nécessités que les banques italiennes, et comme ces dernières, elle créa une monnaie de comptes : le « Florin Banco », circulant par virements.

Lorsqu'un individu voulait se faire ouvrir un compte, il se présentait à la banque et remettait des pièces de monnaie. La banque inscrivait alors au compte de son nouveau client une somme en Florins Banco représentant la valeur intrinsèque de son dépôt. Le déposant pouvait transférer son dépôt à ses créanciers, soit par un ordre adressé à la banque, soit par assignation délivrée aux créanciers. Là encore, comme en Italie, le procédé se répandit rapidement et les particuliers étaient d'autant moins tentés de retirer leurs fonds en espèces que la banque retenait sur ces retraits une commission.

La banque fonctionna parfaitement jusqu'en 1789 ; mais à cette époque, elle prêta en secret des fonds aux Etats de Hollande, et cette faute jeta sur elle un discrédit dont elle ne put se relever. La Banque d'Amsterdam fut imitée à Nuremberg et à Hambourg où le Mark Banco circula jusqu'en 1870.

§ 4. — *Le perfectionnement et l'élargissement du procédé : les Banques d'Angleterre au xvii^e siècle et les Chambres de Compensation.*

I. — LES BANQUES EN ANGLETERRE AUX xvii^e ET xviii^e SIÈCLES

Avec la Banque d'Amsterdam, le système était au point pour les règlements entre clients de la même banque, mais entre clients de deux banques différentes, les paiements se faisaient encore en numéraires. Certes, les foires du Moyen-Age avaient connu de nombreux règlements

par compensation, mais ces foires avaient perdu leur importance, et le procédé technique avait été oublié. Les garçons de recettes de Londres devaient remettre le système des compensations à l'honneur. Les règlements entre les banques au XVIII^e siècle s'opéraient selon un processus long et primitif. Chaque banque envoyait ses garçons de recettes auprès de chacune des banques débitrices, et faisaient encaisser à leurs guichets le montant de leur créance. Ainsi, entre deux banques, à la fois débitrices et créancières l'une de l'autre, les mouvements de fonds étaient doubles, et les déplacements matériels aussi.

Pour éviter des déplacements devenus trop nombreux, les garçons de recette de Londres s'entendirent pour se réunir périodiquement, à jours et heures fixes, en un lieu déterminé : ils se remettaient leurs effets, retournaient à leur banque respective pour vérification, puis se réunissaient une deuxième fois, compensaient le plus possible et ne réglaient que les différences.

D'abord hostiles, les directeurs de banques virent rapidement les avantages d'une telle pratique : outre les économies de temps et de courses inutiles pour les employés, ils n'étaient plus obligés de bloquer dans leurs caisses des sommes énormes au moment des échéances. Ils comprirent si bien leur intérêt que les banques les plus importantes fondèrent en 1775 un organisme officiel : le *Clearing house* de Londres, qui fonctionne plus que jamais de nos jours. Ce *Clearing house* est, d'après la définition de M. Pirou une « association entre un certain nombre de banquiers pour compenser les uns les autres leurs comptes respectifs ».

Ce *Clearing house* présente certaines particularités : il précède, en effet, la personnalité morale ; d'autre part, le nombre de ses membres est très faible, de sorte que chacun d'eux est chargé de représenter plusieurs banques. Ces deux traits lui confèrent une certaine originalité sur

laquelle nous reviendrons à propos de l'étude des chambres de compensation en France.

Chaque membre du Clearing House délègue deux représentants : un délégué sédentaire et un messenger. La procédure du Clearing se déroule alors schématiquement en deux séances :

A l'ouverture de la première séance, chaque délégué sédentaire possède le montant détaillé des créances de sa banque sur les autres ; un messenger transmet ces créances aux autres délégués sédentaires. A la fin de la séance chacun des délégués sédentaires n'a plus entre les mains qu'un bordereau récapitulatif des créances mais par contre il possède la somme des effets dont sa banque est débitrice.

Chaque messenger s'empare alors de ces effets et les porte à la banque qu'il représente aux fins de vérification.

Cette vérification faite, le Clearing house ouvre sa deuxième séance. Les chiffres sont rectifiés, compte tenu des chèques sans provision et des créances douteuses. Chaque délégué sédentaire balance alors le total de ses débits et de ses crédits. Il annonce ensuite son solde débiteur ou créditeur. Par le jeu de sa personnalité morale la Caisse de Compensation devient créancière ou débitrice de chaque délégué. Elle reçoit virtuellement tous les soldes créditeurs et règle tous les soldes débiteurs, ces soldes se balançant du reste exactement dans leur ensemble si les calculs sont bien faits. Quant aux sommes qui n'ont pu être compensés, elles sont réglées par virement à la Banque d'Angleterre où chaque membre du Clearing possède un compte, en sorte qu'aucun mouvement de numéraire n'a lieu entre les différents établissements. Ce procédé évite actuellement des déplacements matériels de plusieurs milliards d'effets par jour.

II. — LES CHAMBRES DE COMPENSATION EN FRANCE

Devant le succès du système anglais, les banquiers français créèrent à Paris une Chambre de Compensation qui fonctionna dès 1873. L'article 2 des statuts de la Chambre de Compensation précise l'objet de cette Chambre, qui est « de faciliter à ses adhérents, par compensation journalière entre eux, le règlement des versements, chèques, mandats, effets à échéance, avals, etc... qu'ils ont chaque jour les uns sur les autres. » Ainsi, « chaque membre peut éviter d'envoyer chez ses confrères et même chez les centaines d'agences de ses confrères de nombreux encaisseurs qui perdraient en courses un temps précieux, et dont il faudrait vérifier la recette en fin de journée ; il réalise des milliards d'encaissement avec deux employés seulement et il n'y aura jamais plus de deux employés ».

La Chambre de Compensation parisienne offrait au début de grandes analogies avec le Clearing House de Londres, mais avec la personnalité juridique en moins. Ainsi, le procédé de règlement offrait une complication supplémentaire, celle d'obliger chacun des membres à appeler ses créances sur tous les autres. Le nombre des membres se trouvait donc pratiquement limité si l'on ne voulait accroître considérablement le travail de la Chambre.

En 1917, une Commission d'études fut formée, et se rendit aux Etats-Unis pour étudier le fonctionnement d'un Clearing House semblable à celui de Londres, mais beaucoup plus important, comportant 56 membres au lieu de 11. Sur la base du rapport de cette Commission, quelques réformes furent adoptées.

La Chambre de Compensation ne jouit pas plus aujourd'hui qu'hier de la personnalité juridique. Par contre, un gros effort a été fait en vue de simplifier le travail. Actuellement, cette simplification porte à la fois sur le travail

préparatoire à l'intérieur de chaque banque, et sur le mécanisme de compensation proprement dit.

A) *Travail préparatoire de triage.* — Dans chaque banque, on classe les chèques et effets en deux catégories : les uns relatifs aux dépenses, les autres relatifs aux recettes. A l'intérieur de chacune des deux catégories, les chèques et effets sont répartis en quatre paquets : chèques et effets sur les sièges des Etablissements adhérents, — chèques et effets sur les agences des Etablissements adhérents, — chèques et effets sur la province première zone, — chèques et effets sur la province deuxième zone.

Ce classement fait, on dresse pour chaque chèque ou effet, relatif aux dépenses, un bulletin de versement sur un imprimé spécial de type uniforme pour toutes les banques. On centralise les sommes portées sur les bulletins dans un bordereau récapitulatif des versements à effectuer à la Chambre, énumérant et totalisant les effets.

On dresse ensuite pour chaque chèque ou effet à recouvrer une fiche de couleur différente suivant le paquet considéré. On récapitule ensuite toutes les fiches, et on établit le montant total des chèques ou effets à recouvrer.

Les deux résultats ainsi obtenus : total des versements d'une part, total des effets présentés au recouvrement d'autre part, sont reportés ensuite sur une même fiche : la fiche n° 10 du règlement de la Chambre, portant ainsi à la fois la somme à créditer et la somme à débiter.

Tous les chèques et effets avec les fiches et bordereaux y afférents sont alors remis à un employé de la banque : le distributeur. Celui-ci les inscrit sur une feuille spéciale divisée en sept colonnes, indiquant le numéro d'ordre, le nom de chaque membre de la Chambre, le débit de la banque sur chacune des autres, le crédit, les visas et les Agences s'il y a lieu.

Ceci fait, le distributeur se présente à la Chambre, suivi

d'un autre employé de la banque : le receveur, et le véritable travail de Compensation commence.

B) *La Compensation.* — La procédure se déroule en trois séances :

1° Dans la première séance, receveurs et distributeurs sont assis face à face. Lorsque l'inspecteur, chargé de surveiller la bonne marche des opérations, déclare la séance ouverte, les receveurs se décalent d'un rang par rapport aux distributeurs, qui, eux, ne bougent pas. Les distributeurs remettent aux receveurs les effets tirés sur l'Etablissement représenté par chacun d'eux. En répétant ce décalage autant de fois qu'il y a de membres, les receveurs se trouvent en possession, en fin de séance, de tous les effets présentés à leur banque par chacune des autres.

Chaque receveur établit alors une feuille disposée en deux colonnes. Dans la première, il porte au débit de la Chambre de Compensation le montant des chèques et effets présentés par sa banque en recouvrement, d'après la feuille du distributeur. Dans la deuxième, il porte au crédit de la Chambre le montant des chèques et effets qui lui ont été remis. Sa feuille va comprendre encore la liste de tous les membres de la Chambre.

Le receveur reçoit ensuite des mains du distributeur les fiches d'effets présentés, ainsi que les bulletins de versement, et contrôle, à l'aide de ces pièces, la concordance des chiffres avec ceux portés sur les fiches modèle 10.

Ce travail terminé, le receveur totalise les débits et crédits et les reporte sur la fiche n° 11 du règlement. Ces fiches 11 sont remises à l'Inspecteur pendant la séance et celui-ci vérifie la balance entre le total des débits et le total des crédits. Cette vérification faite, la première séance est terminée.

2° Avant d'être envoyés à la deuxième séance, les effets sont contrôlés par chaque banque et les chèques sans provision et effets douteux sont écartés. La deuxième séance se déroule alors selon le même processus, avec cette particularité que chaque receveur reporte la première sur ses comptes, après rectification de chiffres.

3° La troisième séance règle enfin le sort des effets impayés et des chèques sans provision, et consacre le règlement de fin de journée.

En fin de séance, l'Inspecteur reçoit une fiche semblable à la fiche 11, mais avec mention du solde débiteur ou créditeur pour chacun. C'est sur la base de ces fiches qu'il établit à son tour une feuille de Compensation. La procédure se termine d'une manière très simple : les membres débiteurs font exécuter un virement à la Banque de France au compte de la Chambre ; quant aux membres créanciers, le montant de leurs créances est viré à leur compte à la Banque de France par ordres signés de l'Inspecteur. Ainsi, sans avoir de personnalité juridique, la Chambre possède néanmoins une certaine unité économique et financière.

Les chèques et effets tirés sur les sièges des banques sont donc compensés le jour même. Les chèques et effets tirés sur les Succursales ou Agences sont compensés le lendemain. Quant aux effets Province, première ou deuxième zone, ils ne sont compensés, après vérification, que les 4° et 6° jours.

En Angleterre, le système est plus rapide, car tous les effets sont compensés le jour même, à charge de rectification.

En province, le système utilisé est plus près du régime anglais, car c'est la succursale de la Banque de France qui sert d'organe de compensation.

Dans l'ensemble, le système français se montre encore lourd et compliqué, et les sommes compensées, certes

considérables, restent bien inférieures à celles des Clearing Houses londonien et new-yorkais. Les chiffres sont éloquents. Si l'on prend comme exemple les années 1913 et 1927, à deux époques où l'économie ne traverse pas de crise, les statistiques donnent pour les différentes Chambres de Compensation (en milliards de francs) :

	Paris	Londres	New-York
1913.....	45	365	760
1927.....	308	5.200	12.000

Que conclure de cette évolution historique ? Il faut surtout retenir l'influence de nécessités d'ordre pratique. C'est à cause des risques de perte, de vol et de falsification des monnaies que les banques de dépôt ont été créées et que les particuliers ont pris l'habitude de solder leurs règlements par jeu d'écritures. Economie, simplicité, rapidité, sécurité, voilà qui a suffi à donner au procédé une grande extension, surtout avec la pratique des Chambres de Compensation, dès le xix^e siècle.

CHAPITRE II

LE DEVELOPPEMENT ACTUEL DU PROCEDE

Toute la tradition bancaire consacrait donc les commodités pratiques du virement. Le progrès se fit surtout sentir à partir du XIX^e siècle, avec le développement des opérations de banque comme nous l'avons vu précédemment. De nos jours, l'habitude est créée, la machine est lancée sous une triple impulsion : l'impulsion des banquiers d'abord, simplifiant et organisant le virement dans sa réalisation comptable, l'impulsion des particuliers eux-mêmes, séduits par les nombreux avantages qu'il présente pour eux, l'impulsion du législateur enfin, cherchant à augmenter l'usage de cette pratique, dans le légitime souci d'en faire bénéficier l'intérêt public.

C'est à l'étude de ces trois forces déterminantes que nous allons maintenant nous consacrer, dans les trois sections du présent chapitre :

Section première : impulsion technique.

Section deuxième : impulsion du public.

Section troisième : impulsion du législateur.

SECTION I. — IMPULSION TECHNIQUE.

Dans la pratique des banques, le virement est susceptible d'être utilisé de deux manières. Il peut se faire à titre direct et principal, le débiteur envoyant au banquier un ordre ainsi libellé : « Veuillez virer de mon compte à

celui de X... la somme de 10.000 fr. » Cet ordre est tantôt envoyé directement, tantôt remis par le débiteur à son créancier qui le présente à la banque pour exécution.

Mais il arrive aussi que le débiteur donne à son créancier un chèque, c'est-à-dire un titre lui conférant immédiatement le droit de recevoir paiement du banquier et que le débiteur remet au banquier pour être porté en compte. Le virement se fait alors à titre indirect et secondaire.

Pour la commodité de l'exposé nous n'étudierons que la première hypothèse, la deuxième ne présentant que fort peu de différences en fait, et nous nous ornerons à signaler en cours de route ces différences lorsque nous les rencontrerons.

Ceci dit, vu sous son angle technique, le virement est une opération extrêmement simple : un client donne un ordre à son banquier, celui-ci l'exécute et en avise le bénéficiaire. Nous allons examiner dans un premier paragraphe l'ordre de virement, puis l'exécution et les moyens de contrôle dans deux paragraphes successifs, et enfin nous réserverons un quatrième paragraphe aux questions soulevées par les virements hors banque.

§ 1. — *L'ordre de virement.*

La pratique n'est pas exigeante, une simple lettre suffit, pourvu que l'intention du donneur soit nettement exprimée. La Banque de France remet en outre cependant, sur la demande de ses clients, des carnets à souches comprenant des formules de deux sortes :

1° des mandats rouges dont l'apparence matérielle est assez sensiblement celle du chèque, servant aux ordres de virement sur place ;

2° des mandats verts, pour les virements déplacés (de place à place) en trois parties : l'une, la souche, reste au déposant, la deuxième, le mandat de virement proprement

dit, est remis à la banque et la troisième est adressée par le déposant au bénéficiaire, à charge par celui-ci de venir le présenter aux guichets de la succursale intéressée ;

3° des mandats rose pâle, pour paiement de capitale à province, analogues aux mandats verts.

Une question s'est posée à propos des mandats délivrés par la Banque de France : Ces mandats peuvent-ils être créés à ordre ou au porteur en l'absence du consentement du banquier ? En d'autres termes, ces ordres de virement vont-ils pouvoir circuler comme de simples chèques à ordre ou au porteur ?

L'intérêt de cette question n'est pas aussi grand en matière de virement qu'en matière de chèque, il suffit pour s'en convaincre de se reporter aux situations courantes. Lorsque le bénéficiaire d'un chèque veut lui-même tirer un autre chèque au profit de d'un de ses créanciers, il doit faire porter d'abord, si sa provision est insuffisante, le premier chèque à son compte. S'il émettait le nouveau titre avant d'avoir été crédité du précédent, il commettrait le délit d'émission de chèque sans provision. Pour couper court à cette difficulté, on utilise alors le chèque à ordre ou au porteur, le bénéficiaire peut endosser ou transmettre son titre pour réaliser le paiement. On comprend donc l'utilité que présente un tel chèque à ce point de vue.

Supposons maintenant que ce même bénéficiaire ait reçu au lieu d'un chèque un ordre de virement. Doit-il attendre là aussi d'avoir fait exécuter cet ordre pour en émettre un autre au profit de son créancier ? Nullement. Si l'actif de son compte est insuffisant pour permettre l'exécution du second ordre, le banquier retardera simplement l'exécution du second ordre au jour de la remise du premier. Si mon débiteur me remet aujourd'hui un mandat de virement à mon compte de 10.000 francs, je peux fort bien tracer à mon tour un mandat de 7.000 francs au profit de mon créancier avant d'avoir porté le premier

titre à la banque, et même en l'état d'une provision épuisée. L'opération est parfaitement régulière et sera valablement exécutée dès que les deux ordres successifs auront été présentés au banquier. Le besoin de se servir de titres au porteur ou revêtus de la clause à ordre se fait donc moins nettement sentir ici que dans le cas du chèque.

En France la circulation de mandats de virement à ordre ou au porteur n'a jamais été prévue dans aucun texte. Un usage s'est officiellement répandu toutefois sur la place de Paris, où fréquemment les mandats rouges, sans être admis à circuler en blanc, font l'objet d'une transmission. Il peut arriver en effet que le titulaire d'un compte à la Banque de France délivre, sur la demande de la personne à qui il a un versement à faire, un mandat rouge au nom d'un autre titulaire de compte désigné par le créancier ; le bénéficiaire crédite la personne qui lui remet l'ordre de virement et non l'émetteur ; entre émetteur et bénéficiaire n'existe donc aucun lien. Ainsi le mandat de virement circule mais sa transmission est limitée.

Les tribunaux ont rarement eu, à notre connaissance, à se prononcer sur la circulation de mandats en blanc. En fait en effet, même si le mandat a circulé en blanc pendant un certain temps, il ne peut être exécuté qu'après inscription du nom du bénéficiaire, c'est-à-dire après avoir été rendu nominatif. Toutefois la question s'est posée en jurisprudence lors d'une intéressante affaire dont voici en quelques mots la genèse :

Un certain Arbib, employé à la banque Vivante et Cie, avait à sa disposition le livre de caisse, le carnet de compte de la Banque de France et un carnet de mandats de virement. Il se fit ouvrir un compte à son nom au Crédit Lyonnais. Il remplit ensuite successivement dix-sept virements signés en blanc au profit du Crédit Lyonnais, les expédia puis demanda à cette banque de les porter à son

compte. Un beau jour, Arbib retira les fonds et prit la fuite. La banque Vivaute et Cie vérifia alors les comptes et découvrit la trace de faux ordres. Elle s'empressa aussitôt d'assigner le Crédit Lyonnais en remboursement de 41.150 francs montant des sommes détournées, se fondant sur la négligence dont cette banque avait fait preuve en accueillant aussi facilement des ordres pour le moins suspects.

Le Crédit Lyonnais avait tout intérêt à faire reconnaître aux mandats de virement le caractère de titres au porteur, pour n'avoir à rendre compte qu'au dernier détenteur et non à l'émetteur. L'usage dont nous avons parlé plus haut paraissait donner corps à cette thèse.

Le Crédit Lyonnais produisait par ailleurs à la barre une consultation écrite de M. Lyon-Caen. Pour cet auteur, il était parfaitement licite de donner la forme au porteur à des titres pour lesquels la loi n'avait pas expressément prévu cette faculté ; il suffisait par exemple de se reporter aux polices d'assurance et aux obligations notariées au porteur, reconnues par la jurisprudence en l'absence de précisions légales. Or, ajoutait M. Lyon-Caen, les mandats rouges ont depuis très longtemps été considérés par ceux qui s'en servent comme des titres au porteur et cet usage doit suppléer à la convention formelle. Il citait alors les chèques récépissés parfois employés et les chèques barrés comme exemple de titres circulant de la même façon les utilisés en Angleterre.

Les tribunaux ont refusé de suivre cette théorie. S'il est vrai que la forme au porteur soit possible pour toute forme de titre en principe, il n'en reste pas moins que l'exécution du virement suppose toujours le consentement de la banque. Or la banque de France n'a jamais voulu s'engager envers n'importe quel porteur de mandat rouge. Le caractère au porteur ne pourrait être donné au mandat que sur l'assentiment formel de la banque, et cet assenti-

ment n'existe pas évidemment au jour de l'émission du mandat.

Dès lors le Crédit Lyonnais avait commis une faute engageant sa responsabilité en créditant Arbib alors que les mandats n'étaient pas établis en son nom, et devait par suite indemniser la banque Vivaute et Cie du montant du préjudice subi. (Trib. Com. Seine, 18 avril 1900 et Paris, 17 janvier 1902. D. 1903 II 1, note Lacour). Cette solution a le mérite de sauvegarder la sécurité du mandat rouge. Ce serait lui faire perdre en effet une grande part de son intérêt que de l'assimiler à un billet de banque avec les mêmes risques de vol et les difficultés de falsification en moins.

Certains pays étrangers disposent d'une législation sur le chèque de virement comme sur le chèque ordinaire. C'est ainsi qu'en Allemagne une loi du 11 mars 1911 a créé le « Verrechnungsscheck », ou chèque de compensation. Le papier se présente sous la forme habituelle du chèque, mais porte la mention « mir zur verrechnung » (seulement par compensation). Cette mention ne peut être rayée et de tels chèques ne sont jamais payables en espèces.

En Suisse, les articles 1086 et suivants du code des obligations règle le sort du chèque de virement en même temps que celui du chèque barré.

En France, un projet de loi fut déposé à la Chambre le 16 mars 1925, par MM. Achille Fould et Guy de Montjoue, pour instaurer le chèque de virement, mais le projet ne fut jamais voté. Du reste, le développement de l'usage du virement n'a rien à voir avec sa réglementation légale. C'est ainsi qu'en Angleterre, où pourtant le chèque de virement est inconnu, l'usage du virement est plus développé qu'en Allemagne. La loi ne crée pas l'usage en matière commerciale,

§ 2. — *Exécution comptable.*

L'opération se réalise au moyen d'un système de fiches. Lorsque la banque reçoit l'ordre de virement, elle dresse immédiatement deux fiches : l'une de débit, au nom du donneur l'ordre, l'autre de crédit au nom du bénéficiaire.

Aux fiches de débit, sont épinglées les pièces justificatives : ordre de virement, copie d'avis aux correspondants, etc., puis tous les virements sont transmis à la Direction. En fin de journée, on les remet à l'employé chargé des états récapitulatifs. Ces états, vérifiés sommairement par la Direction, sont transmis au contrôle qui pointe les relevés avec les virements et pièces justificatives, et transmet ensuite à la comptabilité. Les mouvements sont alors portés sur le livre de position, au regard de chaque compte intéressé.

Certaines banques utilisent le procédé, avantageux au cas d'un grand nombre d'opérations, qui consistent à ouvrir un Compte Général Virement, pour faire la contrepartie des débiteurs et créanciers dans chaque opération ; un relevé journalier réunit ensuite débiteurs d'un côté et créancier de l'autre.

Les fiches sont réalisées en double exemplaire : une copie de la fiche crédit est adressée au bénéficiaire et sert d'avis de crédit ; une copie de la fiche débit est adressée au donneur d'ordre pour permettre à ce dernier de suivre sa position.

Si au lieu d'être exécuté sur ordre direct, le virement est réalisé sur remise d'un chèque, à la demande du bénéficiaire, c'est le chèque lui-même qui tient lieu de fiche de débit. Trois cas peuvent alors se présenter.

1° Si le tireur et le bénéficiaire sont clients de la même banque, une fiche crédit est confectionnée comme précédemment ;

2° Si le tireur et le bénéficiaire sont clients de banques

différentes situées sur la même place, le chèque est encaissé et le bénéficiaire crédité par fiche de caisse.

3° Enfin, si le tireur et le bénéficiaire sont clients de banques différentes, mais situées cette fois sur deux places distinctes, le chèque est accepté contre remise et deux solutions sont possibles : ou bien le chèque est encaissé, ou bien si les banques sont en relation d'affaires entre elles, réglé par compensation. Dans les deux hypothèses, le bénéficiaire est débité des frais d'encaissement.

Si le tireur du chèque est connu de la banque pour sa solvabilité, le chèque est porté au crédit du compte du bénéficiaire avant l'encaissement, mais le plus souvent il ne l'est porté qu'après.

Enfin, notons en terminant que la banque possède un certain nombre de comptes d'ordre qui clarifient sa comptabilité, et permettent un contrôle minutieux. Citons à titre d'exemple les comptes de profits et pertes, de souscriptions de titres, d'effets en encaissement, d'effets impayés, d'effets protestés, etc.! Les virements au sens comptable sont effectués non seulement de compte-client à compte client et de compte d'ordre à un compte client, mais encore de compte d'ordre à compte d'ordre. Un effet remis à l'encaissement, revenu impayé et remis à l'huissier, change ainsi dans son histoire au moins cinq ou six fois de compte. Le virement ainsi envisagé apparaît comme la base essentielle de toute la comptabilité bancaire.

§ 3. — *Le contrôle de l'exécution.*

Nous avons vu les précautions nombreuses dont s'entourent les banques dans leur comptabilité pour éviter toute erreur. La feuille récapitulative permet tout particulièrement de vérifier la balance du total des fiches crédit et du total des fiches débit, et de rechercher ainsi si aucune n'a été omise ou égarée,

D'autre part, les clients reçoivent, outre les avis, des opérations réalisées sur leur compte, des relevés périodiques, trimestriels ou semestriels. Il leur est alors facile de vérifier eux-mêmes l'exactitude de leurs comptes. Ce contrôle est encore simplifié par l'administration des banques qui mettent à la disposition de leurs clients sur simple demande des carnets où sont inscrites au fur et à mesure les diverses opérations. Nous reviendrons plus loin sur la valeur de chacune de ces pièces.

§ 4. — *Les comptes de chèques postaux.*

La loi du 7 janvier 1918 a créé les Comptes courants des Services de Chèques postaux. Une instruction de 1919, à l'usage des titulaires de comptes courants, apporte des précisions. Chaque titulaire de compte reçoit un carnet de chèques de virement. Chaque chèque comprend trois parties :

- 1) la souche qui reste entre les mains du tireur ;
- 2) le coupon destiné au bénéficiaire ;
- 3) le chèque de virement proprement dit.

Lorsque le titulaire désire opérer un virement, il remplit les trois parties de la formule, mentionne la somme en toutes lettres, signe et adresse le chèque et son coupon sous pli fermé non affranchi au bureau de chèques détenteur de son compte. Le coupon est ensuite transmis par le bureau de chèques, au bénéficiaire, à titre d'avis de crédit. Le verso du coupon peut recevoir la correspondance.

Le titulaire peut faire plusieurs virements au moyen du même chèque : l'administration des postes lui délivre alors gratuitement des formules d'avis de crédit, qu'il remplit pour chaque bénéficiaire, formules traitées comme les précédents coupons. En outre, le titulaire dresse un bordereau descriptif donnant les détails du virement, et dont le total doit être exactement la somme mentionnée sur le chèque ; il revêt ce bordereau de sa signature et

inscrit sur le chèque au lieu et place de la désignation du compte la mention : « bordereau et avis de crédit joints », puis il effectue l'envoi des pièces sous pli fermé, à l'adresse du bureau de chèques détenteur de son compte.

Le titulaire du compte, en vertu de l'instruction déjà citée, peut demander par lettre au chef comptable du bureau de chèques, qu'au moment où ses fonds en dépôt auront atteint une somme fixée, le surplus soit versé d'office par le bureau de chèques au compte d'un autre titulaire désigné : une banque par exemple. Il indique en même temps le montant minimum du virement.

A chaque virement, un avis de crédit est adressé au bénéficiaire. Tous les mois, une notification de l'avoir net figurant au compte est adressée à tout titulaire, sauf si aucune opération n'a eu lieu au cours du mois.

Le bénéficiaire peut être informé plus fréquemment s'il le désire, moyennant une faible redevance.

SECTION II. — L'IMPULSION DES FAITS.

Dans nos sociétés modernes, ce procédé a pris une réelle ampleur. C'est ainsi qu'en Grande-Bretagne, 15 % seulement des paiements se font en espèces, tandis que 10 % seulement sont soldés ainsi aux Etats-Unis. En France, où ce procédé de paiement est moins répandu, la moindre succursale ou agence d'un établissement de crédit important, réalise un minimum de 3 millions de francs de virement dans une seule semaine.

D'après des statistiques publiées dans la *Revue Générale de Droit Commercial* (janvier-février 1939, p. 97), le mouvement général des caisses (recettes et paiements) de la Banque de France peut se détailler comme suit pour l'année 1938 :

Paiements en espèces	3.232.356.600 fr.
Paiements en billets	259.311.108.400 fr.
Paiements par jeu d'écritures	2.861.779.303.000 fr.
Total.....	3.124.322.768.000 fr.

La troisième ligne groupe donc à elle seule 91 % du montant global des paiements effectués.

Si nous considérons maintenant pour la même banque le montant total des émissions de billets à ordre, virements et chèques, le chiffre en était de 128.688.381.000 fr. en 1938, contre 109.231.387.000 fr. en 1937, et l'on peut décompter ainsi ces différentes émissions :

Billets à ordre	40.982.200 fr.	46.241.000 fr.
Virements	103.987.539.000 fr.	121.687.851.000 fr.
Chèques	4.636.660.800 fr.	6.115.815.000 fr.
Chèques circulants	566.205.000 fr.	838.473.000 fr.
Total.....	109.231.387.000 fr.	128.688.380.000 fr.

Parallèlement, les comptes courants postaux ont développé leur importance. En 1937, sur 614.829.000.000 de francs d'opérations, 522.595.000.000 étaient soldés par jeu d'écritures, soit 85 % du montant total des opérations, contre 84,54 % en 1936 et 56,5 % en 1919.

La même année, sur un total de 307.576.522.000 fr., portés au crédit des comptes, il en provenait 232.733.236.000 de virements recettes, et sur 307.252.752.000 fr. portés au débit, 229.722.906.000 fr. provenaient de virements-dépenses.

Le 31 décembre 1938, les bureaux de chèques postaux avaient 84.713 comptes ouverts, contre 41.803 en 1919, et zéro en 1913.

Les chiffres sont éloquentes, mais beaucoup d'individus en France n'avaient pas de compte de dépôt, marquant par là notre infériorité à ce point de vue à l'égard des pays anglo-saxons plus familiarisés avec les opérations de banque. En face de ce retard imputable au manque d'habitude, une impulsion législative s'est dessinée d'abord assez douce, puis plus ferme, c'est cette impulsion que nous allons maintenant dégager.

SECTION III. — L'IMPULSION LÉGISLATIVE.

Devant l'intérêt présenté par le développement du virement comme procédé de paiement, le législateur est intervenu, cherchant soit à intensifier l'usage chez les particuliers, soit à s'en servir lui-même et bénéficier des avantages. L'Etat est, dit-on, le plus endetté des débiteurs ; il est donc normal qu'il cherche à simplifier, à accélérer les mouvements de fonds, si cette recherche aboutit à un fonctionnement plus souple de la puissante machine financière de l'Etat. La conséquence logique sera non seulement un contrôle plus commode, mais encore une plus grande sécurité des créanciers.

Comment s'y prendre ? Il est infiniment délicat de donner au public une habitude, lui qui, par essence, est réticent aux innovations. Certes, les Etats-Unis d'Amérique et l'Angleterre utilisent couramment et depuis longtemps les règlements par jeu d'écritures. Mais en France, on ne sait trop pourquoi, l'état d'esprit moyen est un peu méfiant vis-à-vis des banques.

Et pourtant, il fallait faire comprendre au public notre retard sur les autres pays dans ce domaine ; le législateur s'y est pris d'abord en quelque sorte indirectement, puis son intervention s'est faite plus précise au cours de ces dernières années, selon une tendance de plus en plus poussée vers une action plus directe. C'est à l'étude de cette impulsion législative que nous allons nous consacrer en étudiant successivement :

- 1° L'œuvre législative d'avant-guerre : l'encouragement.
- 2° L'œuvre législative de guerre : la contrainte.

§ 1. — *L'œuvre législative d'avant-guerre : l'encouragement* ; le décret-loi du 29 juillet 1939 (1) sur le paiement des effets de commerce par chèques et mandats de virement.

Ce décret-loi modifiant l'article 147 *bis* du code de commerce organise la protection du porteur d'un effet acceptant en paiement un chèque ou un mandat de virement sur la Banque de France. En vertu de l'article 1^{er}, alinéa 3 du décret, si le mandat de virement est rejeté pour défaut de provision par la Banque de France, « la non exécution fait l'objet d'un acte de notification au domicile de l'émetteur du dit mandat dans les huit jours à compter de la date de l'émission. Cet acte est dressé par un huissier ou par un notaire. » Le décret-loi ajoute que si le dernier jour du délai est un jour férié ou assimilé, l'acte peut être dressé le premier jour ouvrable qui suit. Notons pour être complets qu'au cas de non exécution du chèque remis en paiement, on dresse protêt, et une notification du protêt faute de paiement est faite au domicile de paiement de la lettre de change ; le tiré de la lettre de change qui reçoit notification doit, en vertu de l'alinéa final de l'article 1^{er} du décret-loi, adopter l'une ou l'autre des deux attitudes suivantes : ou bien payer la lettre de change avec les frais de notification, ou bien restituer la lettre de change à un officier ministériel instrumentaire aux fins d'en dresser protêt faute de paiement.

Ainsi donc, le porteur d'une lettre de change se présentant au jour de l'échéance au domicile du tiré peut accepter en paiement un mandat rouge de la Banque de France en toute sécurité. Il ne court aucun danger ; si le virement ne peut être exécuté faute de provision, la lettre de change sera payée par un autre moyen, mais il ne perd aucun de

(1) « Journal Officiel » du 2 août 1939. — « Revue Générale de Droit Commercial », juillet-octobre 1939.

ses droits. L'article 4 du décret-loi a soin de préciser que « la remise d'un mandat de virement en acquit d'un effet de commerce n'entraîne pas novation » en sorte que toutes les garanties antérieures sont conservées ; nous verrons plus loin l'importance d'une telle dérogation aux principes généraux en ces matières.

Lorsqu'un mandat de virement est donné en paiement de plusieurs effets, mention est portée du nombre et de l'échéance de chacun d'eux (art. 1^{er}, al. 1), mais cette indication n'est pas nécessaire pour les chèques et mandats, créés pour le règlement entre banquier des opérations effectuées par eux, par l'intermédiaire d'une Chambre de compensation.

Ces dispositions ne présentent rien d'obligatoire, le principe de liberté juridique des parties s'opposant à l'obligation pour eux d'utiliser tel ou tel procédé de paiement plutôt que tel autre. Mais, contraint de faire face à des difficultés économiques et financières provoquées par les bouleversements de la guerre, le législateur a pris des mesures plus sévères cherchant à forcer les particuliers à utiliser la monnaie bancaire.

§ 2. — *L'œuvre législative de guerre : la contrainte ; le décret du 14 mars 1940, la loi du 21 octobre 1940 et le décret d'application du 22 octobre 1940.*

Pour bien comprendre le sens de cette œuvre, faisons le point. Nous sommes fin 1940, en pleine désorganisation économique, en proie à des difficultés financières grandissantes dues à l'accroissement formidable des dépenses publiques. Déjà, un décret du 14 mars 1940 avait posé le principe d'une sorte de « cours forcé du crédit » ; la loi du 21 octobre 1940 et le décret du 22 octobre en étendirent la portée.

Le but recherché est d'assujettir certaines dépenses publiques ou privées au règlement obligatoire par mon-

naïe de banques : chèques barrés ou virements. Mais quels objectifs le législateur s'est-il donné ? Nous avons ici fort peu de renseignements officiels et techniques, si ce n'est ceux contenus dans une lettre circulaire du Ministre d'Etat aux Finances du 27 novembre 1940 (*Journal Officiel* du 27 décembre 1940) adressée au Secrétaire d'Etat des autres départements. Il semble bien que l'on puisse cependant affirmer que le législateur a obéi aux deux préoccupations suivantes : l'une d'intérêt privé, l'autre d'ordre public. Il a voulu :

1° D'une part accélérer les échanges, les simplifier, réduire au minimum les mouvements de numéraires ;

2° D'autre part, éviter l'accroissement de la monnaie fiduciaire. Et il semble bien que ce soit surtout ce deuxième souci qui a inspiré l'auteur de la loi. En effet, le même jour, le même souci entraînait la promulgation d'autres mesures qui, elles aussi, cherchaient à régler certaines dépenses sans recours à l'institution d'émissions, au moyen de titres directement émises par l'Etat. Sans vouloir en tirer un argument quelconque, la coïncidence mérite d'être notée.

Ceci posé, entrons dans l'étude positive de la loi. L'article 1^{er} de la loi du 22 octobre 1940, modifiant l'article 1^{er} du décret du 14 mars 1940, pose en principe que « les règlements effectués en paiements de traitements, salaires, loyers transports, services, fournitures ou travaux, doivent être opérés par chèques barrés ou par virements en banque, ou à un compte courant postal lorsqu'il dépasse la somme de 3.000 francs ».

Qui est assujetti à la loi ? Pour quels paiements ? Et selon quel processus matériel ? Ces trois questions tracent notre plan d'étude sur la base de laquelle nous essaierons de porter ensuite un jugement critique.

I. — Personnes assujetties.

II. — Paiements.

II. — Opérations matérielles.

I. - *Personnes assujetties.* — La loi est générale, elle vise tout débiteur ou créancier de sommes supérieures à 3.000 fr., qu'il s'agisse de personnes physiques ou de personnes morales.

1° Personnes physiques. La loi prévoit une exception au 2° alinéa de l'article 1^{er}, au profit des « personnes qui sont incapables de s'obliger par chèques ou auxquelles il est interdit de se faire ouvrir en France un compte en banque ou un compte courant postal ».

Donc, ni le mineur, en tutelle ou en curatelle, ni l'individu, pourvu d'un conseil judiciaire, ne sont soumis à cette obligation de règlement. Il convient, en ce qui les concerne, de distinguer deux situations : si l'incapable a un compte en banque après avoir rempli les formalités régulières pour se le faire ouvrir, les règlements des sommes supérieures à 3.000 fr. doivent se faire au moyen de virements ou de chèques barrés. Si, au contraire, le mineur n'a reçu aucune habilitation antérieure, rien ne saurait le forcer à en demander une. Quant aux interdits, auxquels la loi fait allusion, ce sont des interdits judiciaires ou légaux ; ces derniers à la suite de mesures pénales ou administratives (cas des émigrés de Londres).

En dehors de cette catégorie de personnes, la disposition s'applique à tous et même pour les commerçants, l'article 6 de la loi du 21 octobre leur fait une obligation toute particulière de se faire ouvrir un compte dans une banque, dans un établissement de crédit ou dans un bureau de chèques postaux. » Remarquons que la mesure rend simplement obligatoire un usage très répandu. Le développement des effets de commerce avec la pratique de l'escompte et les nécessités de recouvrement aurait compliqué étrangement le service de caisse d'un commerçant, s'il n'avait eu un compte ouvert dans une banque se chargeant pour lui de toutes ces opérations. La loi consacre en somme l'usage commercial.

2° Personnes morales. Les personnes morales de droit privé, sociétés commerciales ou associations, sont soumises aux règles prévues pour les simples particuliers, et nous les retrouverons lors de l'étude juridique du virement.

Quant aux personnes morales de droit public : l'Etat, les collectivités publiques, les établissements publics ou services concédés, les règlements de dépenses supérieures à 3.000 francs dans les cas prévus et ci-dessus énumérés, doivent être opérés par virement, soit à un compte ouvert chez un comptable du Trésor, soit à un compte ouvert dans une banque.

Pour ces collectivités, l'utilisation du virement n'est du reste pas récente. Un décret du 20 juin 1916 puis un décret du 16 novembre 1918 avaient déjà autorisé le paiement des dépenses publiques de l'Etat, des départements, communes et certaines administrations par le procédé du chèque barré ou du virement, en vue d'« économiser le numéraire ». Mais actuellement les décrets du 14 mars 1940 et du 22 octobre 1940 ont codifié et rendu obligatoires ce qui antérieurement n'avait qu'une simple valeur dispositi-

En exécution des dispositions de l'article 3 du décret du 22 octobre 1940, tout régisseur comptable des dépenses de l'Etat, des départements, communes et établissements publics, est tenu de se faire ouvrir un compte de chèques postaux, lorsque le montant des avances consenties excède 50.000 fr. Cette prescription transforme en obligation une simple faculté laissée aux régisseurs d'avances, par l'article 1^{er} du décret du 6 décembre 1918.

Cela ne signifie pas, notons-le, que toutes les avances consenties aux régisseurs doivent être réglées par virements à un compte courant postal. L'ordonnateur chargé du mandatement des avances appréciera en fait s'il vaut

mieux en virer le montant en compte ou bien le verser en espèces entre les mains du régisseur.

Le régisseur lui-même doit payer les dépenses acquittées par régie d'avances, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} du décret du 22 octobre 1940, et les ordonnateurs doivent en vérifier l'application, lors du visa du bordereau des pièces et quittances fourni par le régisseur.

Si toute personne capable est tenue de se conformer aux règles légales imposées par l'article 1^{er} de la loi du 21 octobre, nul n'est tenu de le faire pour les dépenses même supérieures à 3.000 fr., que la loi n'a pas envisagées. Quels paiementst sont donc soumis à la loi ? C'est ce qu'il faut maintenant nous demander.

II - *Paiements à effectuer par virements ou chèques barrés.* — L'article 1^{er} de la loi est très précis dans ses termes, puisqu'il énumère « les règlements effectués en paiements de traitements, salaires, loyers, transports, services, fournitures ou travaux supérieurs à 3.000 fr. » L'énumération est limitative. Paraissent donc seuls soumis en principe à l'obligation légale, les paiements résultant de contrats de louage de service, d'ouvrage ou de choses, de contrats de transports, de contrats d'entreprises et de contrats de vente de marchandise, et en somme de ceux qui touchent aux différents contrats passés par l'Etat (décret du 22 octobre 1940). Mais une double série de paiements échappe à la règle, l'une légale exprimée par le législateur, l'autre tacitement reconnue par son silence.

A) *Les exceptions exprimées par la loi.* — Même dans les règlements résultant des contrats précédemment énumérés, certains peuvent se faire en espèces au delà de 3.000 francs. C'est ainsi que le paiement du prix des animaux achetés à la ferme ou sur le champ de foire, peut se faire en espèces. C'eut été méconnaître en effet, totalement les usages de ces marchés que vouloir exiger un règlement différent.

Mais ce n'est pas la seule exception. En effet, l'article 7 d'un décret du 7 mars 1940 non abrogé prévoit que le procédé de règlement des dépenses publiques par virements ou chèques barrés n'est pas applicable :

1° Aux sommes dues par une collectivité publique à l'Etat, aux départements, communes et établissements publics ;

2° Aux créances dont les titulaires sont décédés ;

3° Aux créances qui sont l'objet de saisies-arrêts, oppositions, cessions ;

4° Aux créances indivises ;

5° Aux sommes dues à titre de traitement, indemnités, soldes ou accessoires de soldes, aux fonctionnaires, officiers, militaires et marins de toutes catégories sur le point de quitter pour raison de service, le territoire métropolitain ;

6° A toute créance pour lesquelles l'acquit donné par le titulaire seul ou son représentant légal, ne constituerait pas décharge libératoire pour l'Etat ou le département ;

7° Aux dépenses assignées sur la caisse des paiements aux armées.

Outre ces exceptions exprimées, sont également exclus de l'utilisation obligatoire du virement d'autres règlements par lesquels le législateur a omis volontairement de se prononcer.

B) *Les règlements de créances dans le silence de la loi.*

— De nombreux paiements ne figurent pas dans l'énumération légale ; ils paraissent donc y échapper : Ce sont tous les paiements résultant de l'exécution d'un contrat de vente ordinaire d'immeubles, d'un contrat d'aliénation à titre gratuit, d'un contrat de prêt à intérêt ; de tous ceux résultant de la mise en œuvre de la responsabilité civile délictuelle ou quasi délictuelle. Toute la masse importante des créances entraînant versements d'indemnités, services d'arrérages de valeurs mobilières semble donc pouvoir

être réglée par monnaie manuelle, même au delà de 3.000 fr.

Mais devant l'imprécision de la loi et sa formule elliptique, les praticiens hésitaient. Pour essayer de mettre fin à cette incertitude, M. Page, président de l'Association nationale des notaires de France, écrivait le 29 décembre 1940 au ministre des Finances une lettre où il demandait quelques éclaircissements en ces termes : « L'application de la loi du 22 octobre 1940 (*Journal officiel* du 8 novembre 1940), relative aux règlements par chèques et virements appelle des précisions :

Il semble résulter des termes de l'article 1 qu'elle est applicable à tous sans distinction de profession et de résidence ; l'énonciation par laquelle débute cet article semble apporter une restriction à la nature des règlements auxquels elle s'applique ; mais l'expression « fournitures » peut être susceptible d'extension à l'infini. La vente d'un immeuble par exemple rentre-t-elle dans cette catégorie ? On peut soutenir que le vendeur a « fourni » son bien.

D'un autre côté, l'article 6 paraît apporter une restriction en n'imposant qu'aux commerçants l'ouverture d'un compte dans une banque, dans un établissement de crédit ou dans un bureau de chèques postaux. Or, cette condition est indispensable pour pouvoir émettre des chèques !

Le paragraphe 2 de l'article 1^{er} exclut, enfin, de l'application de la loi le paiement des animaux achetés à la ferme ou sur les champs de foire. Cette disposition semble avoir été mise au regard des négociants acquéreurs.

A la réflexion, il semble bien que la loi vise non seulement les commerçants et les opérations commerciales entre commerçants, autrement le règlement d'achats effectués dans un magasin et s'élevant à plus de 3.000 francs devrait s'effectuer par chèques. Quelle garantie aurait le vendeur qui ne connaît pas son acquéreur, et ne saurait exiger de lui aucune justification de son identité et de sa solvabilité. Ce serait l'organisation de l'escroquerie,

De même comment pourrait-on concevoir que la loi qui a permis le règlement en espèces à un paysan du prix de bestiaux, pouvant s'élever à vingt ou vingt-cinq mille francs et même davantage (au prix de la tête de bétail, ce chiffre est rapidement dépassé) oblige à lui remettre un chèque en paiement du prix s'élevant à trois mille cinq cents francs d'un petit morceau de terre ?

En raison des questions qui me sont posées à ce sujet par de nombreux confrères je vous serais reconnaissant de bien vouloir me préciser, à votre sens, la portée d'application de la loi. »

Le 1^{er} mars 1941, la réponse suivante était faite :

« Par lettre du 19 décembre 1940, vous m'avez demandé, au nom de l'Association Nationale des Notaires de France, si les dispositions de la loi du 22 octobre 1940 qui prescrivent d'effectuer les paiements supérieurs à 3.000 francs par chèque barré, virement en banque ou à un compte courant postal, s'appliquent aux ventes d'immeubles, aux achats effectués dans les magasins, et d'une manière générale, aux transactions entre commerçants et particuliers.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les paiements de fournitures sont expressément visés par l'article 1^{er} de la loi comme devant être effectués par chèque ou virement lorsque leur montant est supérieur à 3.000 francs.

Les achats dans les magasins et, d'une manière générale, toutes les transactions effectuées par des particuliers ne faisant pas l'objet d'une dérogation explicite entrent dans le champ d'application de la loi et il n'apparaît pas que les ventes d'immeubles doivent elles-mêmes en être exceptées.

J'ajoute que, tant pour combattre les préventions qui s'attachent à tort au paiement par chèque que pour parer à certains inconvénients que vous m'avez signalés, une loi est en cours de préparation (1) qui prévoit et facilite l'usage

(1) Cette loi, qui porte date du 28 février 1941, a paru au « Journal Officiel » du 2 mars,

du chèque certifié. Le tiré sera tenu aux termes de cette nouvelle loi de certifier à la demande du tireur ou du porteur l'existence de la provision et de bloquer cette dernière jusqu'au terme du délai de présentation du chèque. »

De cette réforme, il résulte que, dans l'esprit du Ministre des Finances, la loi du 22 octobre 1940 doit s'appliquer sans restriction. Les tribunaux n'ont pas encore eu, à notre connaissance, à trancher la question, de sorte qu'il nous est difficile de savoir quel accueil sera fait en juin prochain à cette interprétation ministérielle. Nous nous contenterons donc de formuler quelques réserves sur l'extension de la notion de fournitures aux ventes d'immeubles. Mais il semble bien que, pour tous contrats ne pouvant rentrer dans l'une des catégories énumérées, les modes de règlement sont libres. Il s'agit surtout, en l'occurrence, de l'indemnité à des préjudices subis et arrérages, que nous avons précédemment signalés.

Par contre, dans tous les cas où le virement est obligatoire, la loi est formelle, et toute infraction est punie d'une amende fiscale de 50 fr. (art. 3 de la loi) et s'il s'agit d'un commerçant, l'obligation d'avoir un compte en banque est sanctionnée de la même amende.

Dans le premier cas, l'amende est recouvrable sur le créancier, et par solidarité sur le débiteur. Ce dernier conserve cependant un recours sur son créancier. Actuellement les agents chargés de constater les contraventions ne sont pas encore nommés.

En dehors des cas où le paiement par virement ou chèque barré est obligatoire, les créanciers peuvent l'accepter à titre facultatif. Toutefois, cette simple faculté est retirée aux intéressés, et le règlement doit alors de faire obligatoirement en espèces, lorsqu'il s'agit de dépenses publiques, dans l'un des trois cas suivants (art. 8 du décret du 14 mars 1940) :

1° Le virement est inutilisable, parce que non exécutable : le titulaire de la créance est décédé, ou bien son acquit ne constituerait pas décharge libératoire pour l'Etat ou le département.

2° Le virement serait exécutable, mais le paiement est subordonné à la communication par l'intéressé de son titre de créance.

3° Le virement ne peut être employé pour le règlement des dépenses payables par un payeur aux armées.

III. - *Exécution de l'opération matérielle du virement.*

Aucune difficulté pour les paiements entre particuliers, nous nous bornerons, en ce qui les concerne, à nous reporter purement et simplement à ce qui a été dit à propos de l'examen technique au début de ce chapitre. Restent les paiements par virements à la charge de l'Etat et des collectivités publiques.

Tout d'abord une question se pose : pour les règlements particuliers, le chiffre est fixé par le total arithmétique de la dette, mais comment calculer le chiffre des créances sur l'Etat ? Pour les marchés de fourniture, de travaux, les loyers, pas de difficultés, mais en matière de traitements, la somme due comprend le traitement proprement dit, et diverses indemnités. En pareille circonstance, quel sera le chiffre retenu ?

L'article 1^{er} alinéa 3 du décret du 22 octobre 1940, décide que le montant mensuel net des traitements ou salaires s'obtient en déduisant du montant brut les retenues pour le service des pensions, les indemnités pour charges de famille et d'une façon générale les indemnités allouées en compensation de charges effectives.

Une fois décomptée, comment s'effectue l'opération administrative ? L'ordonnateur adresse au payeur un avis de crédit (art. 3 du décret du 14 mars 1940) ; le comptable vérifie la régularité du titre de paiement et l'absence d'op-

position, puis appose la mention « vu et bon à payer ». Au cas d'une différence entre la somme mandatée et la somme portée au virement, il mentionne celle-ci en toutes lettres, puis adresse le tout à l'organisme chargé de l'exécution du virement. Après cette phase, aucune opposition n'est recevable.

Reste à exécuter le virement au sens comptable ; plusieurs cas sont à envisager, suivant l'organisme chargé de l'opération (art. 4 du décret du 14 mars 1940).

1° Le créancier a un compte ouvert à la recette centrale des finances, ou dans une Trésorerie générale, une recette des Finances ou perception. En pareil cas, la somme est portée en compte, et un reçu est attaché au titre de paiement pour valoir quittance.

2° Le créancier a un compte ouvert à la Caisse centrale du Trésor public ; après l'exécution du virement, mention est faite sur le titre de paiement et signée par le caissier payeur central.

3° Le créancier a un compte ouvert à la Banque de France ou dans une autre banque. S'il s'agit d'un titre barré, celui-ci porte mention dûment signée indiquant l'opération et la Banque de France endosse le titre à son profit. S'il y a lieu à virement le titre de paiement est envoyé à la Banque de France, celle-ci délivrant en retour un accusé de réception ; le titre est ensuite conservé ou transmis à une autre banque aux fins d'exécution de l'opération. La somme une fois portée au crédit du client, une mention dûment signée constate son existence sur le titre. Un simple règlement intervient alors entre la Banque de France et le comptable du Trésor : la succursale de la Banque de France est couverte au moyen d'un chèque par le trésorier payeur général ou le comptable accrédité.

4° Enfin, si le créancier est titulaire d'un compte courant de chèques postaux, les divers titres de paiement sont relevés sur un bordereau d'envoi et adressés au bureau

de comptes courants de chèques postaux détenteur du compte courant, accompagnés d'un chèque de virement et avis de crédit. Le compte du bénéficiaire est crédité par le débit du compte du tireur, en l'espèce le comptable public. Sur chaque titre, certificat de l'exécution est relevé, puis tous les titres annotés sont renvoyés sous pli fermé au comptable titulaires du compte débité, et un avis est adressé au bénéficiaire. Le comptable est tenu de vérifier à chaque opération le solde créditeur de son compte, car il est personnellement responsable en cas d'insuffisance.

Quelle que soit la façon dont a été exécuté le virement, les titres de paiement accompagnés de reçus et de pièces justificatives de l'ordonnancement, constituent décharge complète du comptable.

Disons, pour être complet, qu'au-dessous des chiffres fixés par la loi, les dépenses publiques précédemment énumérées sont payables par mandats-cartes postaux aux frais des intéressés, et sur leur demande, en vertu de l'art. 2 du décret du 22 octobre 1940. Le montant maximum des dépenses de traitements et salaires ou accessoires à ces émoluments, payables par ce procédé, est ainsi ramené de 6.000 à 3.000 fr. En revanche, le montant maximum prévu pour les autres dépenses est porté de 1.500 à 3.000 fr. Ces dispositions élargissent en outre le champ d'application de ce mode de paiement, en ce qui concerne les créanciers des établissements ou services publics, d'utilité publique ou de caractère privé, susceptibles d'en bénéficier.

IV. — CONCLUSION.

Que conclure de cette nouvelle politique législative ? Il semble qu'avant d'examiner le sens et la portée pratique de ces lois et décrets, nous devions en dissocier les deux aspects, l'un de finances publiques, l'autre de finances privées.

En ce qui concerne le premier aspect, nous ne pouvons

que nous féliciter de cette pratique, du reste déjà ancienne. Il est en effet devenu classique de s'étendre en lieux communs sur la lenteur et la complication de l'appareil administratif des pays modernes, surtout dans le domaine des finances de l'Etat. Toute initiative tendant à simplifier ou accélérer mérite donc une parfaite approbation. Or, dans le cas présent, le système du règlement des dépenses publiques les plus importantes par de simples jeux d'écritures, présente un immense intérêt. Outre la diminution notable, des dangers d'erreurs, de pertes ou de vols, suscités par les gros mouvements de numéraires, le contrôle devient infiniment plus commode et plus souple par la rapidité même de l'opération. En monnaie métallique, les milliards dus par l'Etat nécessiteraient des transports coûteux et longs, convoyés par une véritable milice de gardes armés. En monnaie fiduciaire, les mêmes sommes ne nécessiteraient plus que quelques camionnettes rapides. Le procédé de règlement par monnaie scripturale permet d'acheminer à la vitesse du courrier postal, sous une dimension matérielle réduite à de simples lettres, des sommes importantes dont le décompte est rapide et sans possibilité d'erreurs.

Mais en ce qui concerne le deuxième aspect, celui de l'incidence économique de la loi sur la nature des mouvements entre patrimoines privés, nous ferons ici des réserves prudentes. Des enquêtes dans de grandes banques de dépôt nous ont révélé que la loi du 22 octobre avait modifié fort peu de choses. Le montant des dépôts à la Banque de France n'est pas changé sensiblement, et les sommes payées par chèques barrés ou virements n'y ont pas augmenté, ceci tenant sans doute à une sorte de méfiance instinctive du petit client, du petit commerçant, un peu effrayé par la complication administrative de cette banque. Dans les autres banques, le volume des dépôts a peu augmenté au cours de ces derniers mois, et la raison, semble-t-il, en est double : d'une part, les commerçants avaient déjà,

pour la quasi-unanimité, un compte en banque bien avant l'obligation légale ; d'autre part, le domaine des traitements et salaires résiste aux idées de virement et de chèque barré. Dans ce dernier cas, en effet, le caractère d'aliment et de dépenses d'entretien des sommes ainsi affectées, les voue au fractionnement. Si le 1^{er} de chaque mois, M. X..., employé modeste et chef de famille, reçoit de sa banque un avis de crédit de 3.500 fr., montant de ses émoluments mensuels, il se précipite, le 2, au guichet de la banque pour retirer cette somme nécessaire pour acquitter en billets les factures de ses fournisseurs.

C'est, à vrai dire, à l'éducation et aux habitudes même des créanciers qu'il faudrait s'attaquer, pour leur faire accepter des chèques ou des ordres de virements, sans cela toute intervention dans le règlement des affaires privées risque fort de frapper dans le vide. Une mesure semble cependant avoir eu plus de poids, c'est celle qui, s'adressant aux sentiments de contribuables des particuliers, a soumis les effets de commerce au timbre des chèques en cas de domiciliation. Les dépôts ont été plus largement et plus efficacement encouragés par ce moyen.

Nous avons volontairement laissé dans l'ombre, au cours de cet examen critique, un argument qu'aucun texte officiel n'a cité, mais que l'on retrouve reproduit complaisamment dans la presse, en excellente place : nous voulons parler de l'incidence monétaire des dispositions législatives récentes, mais nous touchons alors aux incidences économiques des virements en banque que nous étudierons au cours de la deuxième partie de cette étude que nous allons maintenant aborder.

DEUXIÈME PARTIE

INCIDENCES JURIDIQUES, ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Le virement est un procédé de paiement, il doit donc avoir sa place dans le statut juridique des obligations. Par ailleurs, si le public l'accepte volontiers, il va constituer une véritable monnaie, et il présente ainsi un aspect économique. Enfin, devant son extension, le fisc ne peut rester impassible, laisser développer cette activité en dehors de l'impôt, il va agir, et c'est alors l'aspect fiscal de la question.

Incidences juridiques, incidences économiques, incidences fiscales, telles sont les matières des trois chapitres que nous allons successivement étudier.

Chapitre I^{er} : *Problème juridique.*

Chapitre II : *Problème économique.*

Chapitre III : *Problème fiscal.*

CHAPITRE PREMIER

PROBLÈME JURIDIQUE

Le premier problème qui se pose est d'ordre juridique. Le virement, en tant que procédé de paiement, éteint une obligation mais avec cette circonstance particulière d'en créer une autre aussitôt, avec le concours d'un troisième personnage : le banquier. En somme, le processus est le suivant : Primus possède un compte chez Secundus, banquier, et doit 5.000 francs à Tiertius. Il peut retirer les 5.000 francs et payer Tertius, mais il peut aussi faire à son banquier la proposition suivante : « Puisque je peux disposer de ma créance sur vous, veuillez vous reconnaître débiteur de Tertius de 5.000 francs ; cette somme viendra en déduction de ce que vous me devez ». Si Secundus accepte, Primus écrit aussitôt à Tertius une lettre où il lui déclare : « Je ne vous verserai pas 5.000 francs en espèces, mais je fais en sorte que Secundus devienne votre débiteur pour cette somme. » Si Tertius accepte à son tour, Secundus réalise l'opération par jeu d'écritures sur ses registres et la convention devient définitive.

Voici donc dégagées les intentions de chacune des trois parties : celle de Primus est de se libérer de son obligation, celle de Secundus, banquier, est d'opérer un changement de créancier et celle de Tertius d'accepter un changement de débiteur.

Mais quelle est alors la nature juridique du contrat inter-

venu ? C'est la question que nous allons maintenant nous poser avant d'entrer dans l'étude des conditions et des effets de ce contrat.

SECTION I. — NATURE JURIDIQUE DU VIREMENT.

Il ne saurait s'agir en abordant ce point particulier d'une froide question théorique, car toute institution repose sur une qualification juridique. Nous ne cherchons pas à imposer cette étiquette pour un simple jeu de l'esprit, mais bien pour résoudre chaque question posée par la pratique selon la logique et l'harmonie d'un système de Droit.

Or, en ces matières cette qualification doit permettre de réaliser l'extinction totale des rapports juridiques antérieurs. Cette condition suffit à faire rejeter l'idée d'après laquelle le virement ne serait qu'une simple cession de créance. S'il en était ainsi, en effet, le nouveau créancier pourrait se voir opposer toutes les exceptions qui auraient pu paralyser les Droits de l'ancien créancier. Le bénéficiaire du virement courrait chaque fois le risque de voir sa bonne foi surprise et la sécurité des opérations commerciales en souffrirait. Les nouveaux liens doivent être absolument distincts des anciens et seul le banquier doit supporter le poids des erreurs et des insolvabilités.

Le virement n'est pas non plus une délégation ordinaire ou imparfaite. On sait qu'en pareil cas, en effet, le délégant reste tenu envers le délégataire directement : la première obligation subsiste. Une telle solution ne pourrait être appliquée au virement sans entraîner de graves conséquences pour le débiteur. Celui-ci pourrait avoir son compte en banque débité du montant de sa créance et être en même temps contraint d'effectuer lui-même le paiement. Sa situation deviendra franchement mauvaise au cas de faillite du banquier survenue entre la date du virement et celle de la clôture du compte, puisque le créancier conserverait un recours contre le débiteur.

Il aut donc qu'après exécution de l'opération, le donneur d'ordre soit dégagé de sa dette irrévocablement. Le seul procédé juridiquement possible pour respecter l'intention des parties dans le but économique qu'elles poursuivent est celui de la novation par changement de débiteur et de créancier, ou, selon la terminologie d'anciens auteurs, de délégation novatoire. Nous dirons, notons-le, délégation novatoire et non délégation parfaite, pour dissiper tout malentendu. Il importe de distinguer en effet les trois types de délégation : délégation novatoire, délégation parfaite, délégation imparfaite. Dans le premier, les notions de perfection et de novation sont réunies dans le même acte juridique de délégation. Dans le second type, l'accord existe bien entre les parties mais celles-ci n'ont pas expressément prévu l'effet novatoire. Enfin la délégation imparfaite n'est qu'une simple indication (1).

L'analyse de la nature juridique du virement est l'œuvre de la Jurisprudence, mais avant d'en préciser le sens et la portée il convient de rappeler brièvement la théorie de la novation en doctrine.

§ 1^{er}. — *Etude théorique de la novation en Doctrine.*

La novation, au sens moderne, est un contrat synallagmatique par lequel deux personnes conviennent d'éteindre pour l'avenir un rapport obligatoire existant antérieurement entre elles moyennant création d'une obligation nouvelle.

D'une façon générale, la doctrine exige la réunion de trois conditions pour qu'il y ait novation (2).

(1) Hubert. — Essai d'une Théorie juridique de la délégation en Droit Français. Thèse. Poitiers, 1899, n° 189.

(2) Cf. Planiol et Ripert. — Traité théorique et pratique de Droit Civil Français. Tome VII. Paris, 1931. P. 598 et ss.

Josserand. — Cours de Droit Civil Positif Français, 3^e éd. T. 2, p. 550.

Colin et Capitant. — Cours élémentaire de Droit Civil, 3^e éd. T. 20, p. 45.

1° Il faut la substitution d'une nouvelle obligation à l'ancienne, et ceci implique pour cette nouvelle obligation la nécessité de posséder au moins un élément nouveau (*aliquid novi*). Cet élément nouveau peut intéresser la personne du créancier, celle du débiteur, l'objet, la cause ou certaines modalités.

2° Les parties doivent avoir « l'*animus novandi* », le désir de *nover*. En vertu de l'article 1273 du Code Civil, ce désir doit être prouvé.

3° Enfin les parties doivent être capables de réaliser la novation (art. 1472) et pour cela elles doivent être capables de disposer de leur créance.

Si la novation réunit ces trois conditions, l'ancienne obligation est éteinte. Avec elle disparaissent toutes les sûretés, sauf celles que les parties ont entendu sauvegarder par convention expresse, bien entendu. La nouvelle obligation paraît donc bien distincte, bien indépendante de l'ancienne. Toutefois cette indépendance n'est pas absolue dans tous les effets juridiques. L'ancienne obligation se prolonge à certains égards dans la nouvelle, au delà de son existence. L'obligation antérieure était-elle, en effet, conditionnelle, naturelle, inexistante, la nouvelle conserve ces caractères ; si la première était annulable, la deuxième l'est aussi, sauf si le vice a disparu dans l'intervalle.

Enfin s'il arrivait que la deuxième obligation fut nulle en l'état d'un vice inhérent à sa propre constitution, la novation tomberait mais l'ancienne obligation serait maintenue. Toutefois, comme le fait remarquer M. Josserand, « si l'on peut supposer que le créancier a entendu substituer d'une façon ferme à une obligation inattaquable une obligation annulable, et cela quoi qu'il advienne par la suite, sa volonté sera respectée, il y a là une question d'interprétation de volonté, une question de fait. »

Cette dernière nuance achève de nous montrer à quel point la Doctrine tient en matière de novation au prin-

cipe de la liberté des conventions. C'est cette idée que nous allons retrouver à la base de tout le système jurisprudentiel que nous allons maintenant étudier dans le cas précis du virement.

§ 2. — *Application jurisprudentielle de la théorie de la novation au virement.*

L'absence de textes spéciaux en la matière devait tout naturellement conduire la jurisprudence à rechercher une base légale dans le Code Civil. Cette base découverte, il convenait d'en nuancer l'application, de l'assouplir afin de répondre aux exigences de la pratique bancaire. C'est ce qu'a fait la jurisprudence et le seul reproche qu'on puisse lui faire est de n'avoir jamais défini la nature juridique du virement de façon très précise. Cette incertitude vient sans doute des difficultés rencontrées au moment de l'application d'un texte malencontreux : l'article 1275, mais elle contribue à donner à cette question un caractère un peu fuyant et en tous cas une grande complexité.

I. — *Recherche d'une base légale : La référence au Code Civil.*

Nous sommes ici dans le domaine du Droit Commercial. Or, en l'état actuel de notre Droit, nous ne disposons d'aucune théorie générale des obligations commerciales. Le législateur n'a pas cru devoir la créer. Il faut donc nous référer à la théorie générale des obligations en Droit Civil puisque traditionnellement celui-ci reste la base essentielle de tout le Droit Privé.

La Cour de Cassation avait d'abord refusé d'admettre ce principe dans un arrêt de la Chambre des Requêtes du 4 janvier 1888 (D. 1888-I-37 rapport Cotelle S. 1888.I.254 ; P. 1888.I.615). Dans cette décision la Chambre des Requêtes avait rejeté l'application des textes du Code Civil en l'absence de textes spéciaux. Comprenant toutefois le danger d'une telle hardiesse, ouvrant à sa jurisprudence la porte de l'arbitraire, la Cour Suprême s'est prononcée,

dans un arrêt de la Chambre Civile du 20 février 1894 (D. 1894. I. 289), où elle a renoncé à établir une distinction, injustifiée à ce point de vue, entre Droit Civil et Droit Commercial.

Ainsi, la jurisprudence ne se reconnaît pas le pouvoir d'édifier de toute pièce une théorie autonome des obligations commerciales en marge du Droit Civil. Ce pouvoir n'appartient qu'au législateur. On pourrait objecter à ceci certaines libertés prises par une juridiction administrative, le Conseil d'Etat, pour soustraire les contrats de Droit Public aux règles du Droit Civil. Mais on peut répondre que ces libertés s'expliquent du fait de la nature juridique spéciale des personnes morales de Droit Public. Et surtout, les caractères de juge de Droit commun et de juge du fait attachés au Conseil d'Etat rendent celui-ci plus apte à édifier un système nouveau, que la Cour de Cassation dont la compétence est réduite à la simple appréciation des questions de Droit.

Nous devons donc nous reporter aux règles du Code Civil pour toutes questions relatives aux conditions de formation comme aux conditions de preuve dans le silence de la loi commerciale. D'une façon très générale, par conséquent, pour apprécier l'étendue des obligations des parties, le juge devra se rattacher à l'intention de celles-ci et non à la lettre de leur convention (art. 1156 du Code Civil).

Ceci reste vrai pour le cas particulier de la novation, mais ici l'interprétation de la volonté des parties est réglée par les articles 1273 et 1275 du Code Civil. En vertu de l'art. 1273, « la novation ne se présume point ; il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte ». L'intention de nover doit donc apparaître nettement, mais, en outre, l'art. 1275 précise pour le cas de la délégation : « La délégation par laquelle un débiteur donne aux créanciers un autre débiteur qui s'oblige envers le créancier, n'opère point de novation, si le créancier n'a expressément déclaré

qu'il entendait décharger son débiteur qui a fait la délégation. »

Le rapprochement de ces deux articles nous montre le souci du législateur d'écarter le vieil adage « in delegatione semper inest novatio ». Non seulement l'intention novatoire n'est pas présumée, mais elle doit faire l'objet, pour le cas de la délégation, d'une déclaration expresse. La délégation, c'est-à-dire, selon le Code, la novation par changement de débiteur est donc soumise à une condition plus dure que la novation par changement de cause ou d'objet. Cette prescription légale n'est pas, comme le fait remarquer très justement M. Drouillat (3), une disposition relative à la preuve de la convention intervenue entre les parties, mais une règle suivant laquelle le juge doit interpréter leur convention.

Mais en exigeant une déclaration formelle, les rédacteurs de 1804 ne pouvaient évidemment songer aux conséquences gênantes qu'une telle condition pourrait entraîner par la suite dans un Droit Commercial plus évolué.

C'est pourquoi, après s'être référée aux textes du Code Civil, la jurisprudence a été amenée à interpréter ces textes, à les assouplir. Comment la jurisprudence les a-t-elle appliqués au cas du virement en banque ? C'est la question que nous allons maintenant nous poser.

II. — *L'application, au Virement, des articles 1273 et 1275 du Code Civil.*

Nous avons analysé plus haut le virement en une novation par double changement de débiteur et de créancier, ou délégation novatoire. L'art. 1275 semblerait donc devoir s'appliquer et il nous faudrait rechercher si une déclaration expresse de décharge formulée par le délégataire au profit du délégant existe dans le cas du virement, à chaque opération.

(3) Drouillat, — Etude juridique du virement en banque, p. 35,

La pratique démontre que cette déclaration n'a jamais lieu. Le bénéficiaire ne délivre pas toujours un accusé de réception à l'avis d'exécution envoyé par le banquier, et même, lorsqu'il le fait, il ne prend pas la peine de donner expressément décharge à son ancien créancier. Si nous appliquions l'art. 1275 à la lettre, nous serions forcés, en l'absence de cette déclaration expresse, de refuser la libération définitive du créancier antérieur. Une telle solution serait de toute évidence incompatible avec la notion de sécurité des opérations commerciales et reviendrait à réduire considérablement l'usage du virement.

La jurisprudence a parfaitement compris ce danger, et, afin d'éluder le texte gênant de l'article 1275, elle a pris le parti de nier qu'il y eût une délégation et d'affirmer qu'il y avait une novation ordinaire, pour pouvoir se placer sur le terrain de l'article 1273.

Les décisions que nous allons analyser ne tranchent pas toutes des questions relatives au virement, mais bien souvent des questions bancaires voisines. Toutefois, le raisonnement qui s'en dégage pourrait tout aussi bien s'appliquer au cas du virement, et ceci explique la place que nous leur faisons dans cette étude.

A. — *L'arrêt Bardioux.*

Le premier exemple d'un procédé de technique juridique utilisé par la jurisprudence nous est fourni par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 12 décembre 1866 (S. 1866.I.70 D. 1768.I.433) où la jurisprudence a délibérément écarté l'art. 1275. Il s'agit en l'espèce de compte courant plutôt que de virement à proprement parler.

Une société commerciale entre les sieurs Bardioux et Prax avait été dissoute et le fonds de commerce repris par une autre société Prax et fils. La clientèle avait été informée du changement par une lettre circulaire et les comptes courants avaient été continués. Mais la nouvelle

société fit faillite et une cliente, Mme Couret, réclama au sieur Bardioux le solde de son compte existant au moment de la dissolution.

Les prétentions de la demanderesse se fondaient sur une stricte application du Code Civil. Il y avait novation par changement de débiteur ou délégation. Or, la dame Couret n'avait jamais donné décharge expresse au sieur Bardioux. Selon les termes de l'article 1275, elle restait donc logiquement sa créancière. Une telle solution eut été sans contre-dit très dangereuse pour les anciens commerçants, ceux-ci restant indéfiniment tenus des dettes existant au jour de la cession de leur fonds, malgré la continuation non équivoque des comptes entre le créancier et le nouveau commerçant.

Le Tribunal Civil de Perpignan près la Cour de Montpellier comprenant parfaitement le danger et se rattachant au sens véritable de la convention intervenue entre les parties ont rejeté la demande de la dame Couret. Les deux décisions ont admis qu'en matière commerciale, si la novation ne se présume pas, elle peut du moins être prouvée par présomptions graves, précises, concordantes. En l'espèce l'acceptation sans réserve des comptes signés du débiteur seul, la continuation des versements et retraits au compte courant, la connaissance par la demanderesse des usages commerciaux etc... constituaient la preuve du consentement à la novation.

Les juridictions saisies avaient l'une et l'autre éludé la question sans la trancher. Sur pourvoi en cassation la Chambre des Requêtes s'est prononcée finalement dans un arrêt laborieux où elle analyse assez curieusement la convention intervenue ; l'arrêt décompose en effet cette convention en deux temps : une délégation imparfaite, c'est-à-dire un projet de délégation intervenu entre l'ancien commerçant et son successeur, en premier lieu, puis en second lieu une novation par chan-

gement de débiteur entre le successeur et les clients. Cette novation, étant distincte de la délégation imparfaite antérieure, est soumise quant à la preuve, aux conditions de droit commun énoncées dans l'art. 1273. Une analyse aussi artificielle, en tout cas peu conforme à la jurisprudence habituelle de la Cour de Cassation, ne peut se justifier que par le désir d'approuver la décision attaquée. Quoi qu'il en soit la Cour Suprême a voulu surtout se rattacher à l'idée de novation ordinaire pour éviter le champ d'application de l'art. 1275.

Le procédé de technique juridique était ainsi découvert pour le compte courant, son utilité devait s'affirmer davantage encore à propos du virement. La question s'est posée pratiquement devant les tribunaux lors d'une affaire assez complexe où les effets d'un ordre direct de virement se mêlaient à ceux de la convention intervenue entre tiré et porteur au cours du délai de présentation d'un chèque.

B) *L'arrêt de Verneuil.*

Une Compagnie d'assurances : le Conservateur, avait donné l'ordre à son agent de change, M. de Verneuil, de lui acheter en Bourse de la rente française à 3 % et lui avait remis à cet effet, le 31 janvier 1912, un chèque de 200.000 francs sur la banque Henrotte et Muller. M. de Verneuil présenta le chèque en priant la banque Henrotte et Muller de payer en mandat rouge.

Cet ordre de virement ne fut jamais exécuté faute d'un avoir suffisant au compte de la banque Henrotte et Muller, celle-ci devant être mise peu après en liquidation judiciaire.

Le Conservateur assigna M. de Verneuil en réclamant le remboursement des 200.000 francs ou la remise des titres de rente qui avaient dû être achetés avec cette somme. Le Tribunal de la Seine, la Cour d'Appel de Paris puis finalement la Cour de Cassation rejetèrent cette prétention. (Req. 9 juillet 1924, S. 1925.I.5, avec note de M. Lyon-Caen.)

Le Conservateur prétendait qu'en acceptant un mandat rouge contre remise d'un chèque, M. de Verneuil avait renoncé par là à exiger le paiement en espèces. Or, ajoutait le demandeur, une telle convention ne peut avoir d'autre effet vis-à-vis du tireur que de le libérer exactement comme si le paiement avait été réellement fait. Les accords intervenus entre tiré et porteur au sujet du mode de paiement du chèque dégagent le tireur de toute obligation.

Ce système n'a pas prévalu. Les trois juridictions successivement saisies l'ont unanimement rejeté, et la thèse inverse repose, d'après la jurisprudence, sur une double argumentation :

Le délai de présentation du chèque doit être considéré non pas comme une présomption de convention entre porteur et tiré, mais comme une libération légale du tireur. Si une convention intervient donc entre tiré et porteur avant l'expiration du délai, elle n'est nullement libératoire pour le tireur. Le délai continue de courir, si bien qu'en cas d'inexécution de la convention, le porteur conserve intacts, jusqu'au dernier jour du délai, tous les droits sur le paiement du chèque.

2° A supposer même qu'une telle convention fut libératoire pour le tireur, la remise du mandat de virement constitue-t-elle une convention parfaite dérogeant à la nature du chèque ? Certainement non. En effet, ni la loi du 14 juin 1866 ni le décret-loi du 30 octobre 1935 sur le chèque ne prohibent le paiement autrement qu'en espèces. Il n'y a donc aucune faute contractuelle de la part du porteur. (Dijon, 6 mai 1887, D. 1887.II.215 ; S. 1888.II.5).

Sur la base de ces deux arguments, on en arrive, avec la jurisprudence, à la conclusion suivante : Le porteur du chèque a le droit d'exiger un paiement, et cela dans les 8 jours de l'émission, pour conserver ses droits vis-à-vis du tireur. Si une convention intervient entre porteur

et tiré pendant ce délai et si par cette convention le porteur renonce au droit que lui confère le chèque, il perd tout recours contre le tireur. C'est ainsi que si la somme inscrite sur le chèque était portée au compte du porteur chez le tiré avec son consentement, le tireur se verrait libéré même à l'intérieur du délai de présentation. Un semblable accord revient pour le porteur à considérer le tiré comme unique débiteur.

Si par contre le porteur et le tiré, comme dans l'espèce de Verneuil ont recours à un tiers, leur convention ne sera qu'un avant contrat, un simple projet jusqu'à la ratification de ce tiers. Le tireur reste donc tenu, tant que la réunion de tous les consentements n'est pas parfaite. Il reste bien entendu que ceci n'est vrai que si la convention intervient dans le délai de présentation. Passé ce délai le porteur perd son recours contre le tireur, au cas de la disparition de la provision par exemple.

C) *Essai de synthèse de la jurisprudence.*

La jurisprudence a donc admis tacitement qu'au jour de la réunion de tous les consentements, le virement effectué sur un ordre direct opérerait novation au profit du délégant et le déchargeait de son obligation préexistante envers le délégataire. Mais quel principe juridique a donc permis l'escamotage de l'art. 1275 ; autrement dit comment a-t-on pu passer de l'idée de décharge expresse à celle de décharge tacite ? Il s'agit en somme de savoir comment la jurisprudence a pu parler de novation ordinaire alors que de toute évidence il s'agit, selon la définition du code, d'une véritable délégation.

M. Haristoy (4) explique l'attitude de la jurisprudence par son désir d'interpréter correctement la volonté des parties. Nous sommes absolument d'accord mais cet auteur nous semble répondre à la question par la question. En

(4) Haristoy. — Les Virements en Banque. Thèse. Paris, 1906.

effet il ne nous explique pas pourquoi la jurisprudence n'exige plus la condition d'une déclaration expresse, et surtout comment elle a pu s'affranchir d'un texte aussi clair et aussi précis que l'art. 1275.

On pourrait chercher une explication dans la théorie de l'effet novatoire du compte courant, en généralisant le cas où les parties sont en compte courant avec le banquier. En effet, pourrait-on dire, s'il y a novation de la créance entrée en compte courant, cette novation se produira également quand la dette du banquier résulte du virement, car le banquier devenu débiteur de son client délégataire en vertu d'un chèque ou d'un ordre de virement, est dans la même situation que s'il était débiteur par un autre ordre d'engagement. Or, si, d'accord avec son client, le banquier porte la créance de celui-ci en compte courant, la créance est novée et le tiers précédemment engagé se trouve libéré. Cette savante explication ne fait en réalité que reculer le problème au lieu de le résoudre, puisque l'effet novatoire du compte courant reste inexpliqué. On sait par ailleurs que la théorie de l'effet novatoire du compte courant est très contestée en doctrine, et même parmi ceux des auteurs qui l'admettent, tous n'ont pas la même conception.

La seule explication plausible paraît être en définitive une explication historique. Dans notre ancien droit, en effet, la délégation entraînait toujours novation : « in delegatione semper inest novatio ». Or une telle règle risquait de méconnaître l'intention des parties, aussi les rédacteurs du code prirent-ils la précaution dans l'art. 1275 d'exiger une décharge formelle de l'ancien débiteur. Mais le but était dépassé, si bien que pour le cas du virement en banque où nous sommes pourtant en présence d'une délégation parfaite novatoire, où de toute évidence les parties ont

entendu anéantir complètement les rapports extérieurs, le texte devenait franchement gênant. Dès lors le législateur aurait dû par la suite abroger ou retourner la règle en Droit commercial. Devant sa carence, la jurisprudence s'est alors rattachée non à la lettre mais à l'esprit de l'article 1275. Dans le légitime souci d'interpréter correctement à son tour la volonté des parties, elle n'a pas hésité à laisser ce texte inemployé, sauf à l'utiliser le cas échéant dans une espèce où il pourrait avoir quelque utilité.

Les tribunaux ignorent si bien aujourd'hui l'art. 1275 qu'ils ne prennent même plus la peine de déformer la véritable nature juridique du virement. Certains arrêts de la Cour de Cassation ne nient plus qu'il y ait délégation. (Req. 10 juin 1913, S. 1914.I.143). La décharge expresse n'est pas nécessaire, il suffit d'un consentement non équivoque. Ce consentement non équivoque tombe alors sous l'appréciation des juges du fond et la Cour de Cassation doit seulement vérifier si les circonstances relevées par les juges du fond justifient les conséquences que ceux-ci y ont inférées (Civ. rej. 20 février 1894, D. 1894.I. 289). La limite entre l'appréciation du juge du fait et celle de la Cour de Cassation est définie clairement dans un arrêt du 12 décembre 1866 (D. 1867.I.433). « Attendu qu'en matière de novation comme en toute autre matière, une ligne de démarcation nettement tranchée sépare son pouvoir de révision du pouvoir souverain du juge du fond ; que cette ligne commence là où s'arrête le fait et où le droit apparaît ; que la loi définissant la novation et déterminant avec ses caractères essentiels les divers modes par lesquels elle peut s'opérer, il est du droit et du devoir de la Cour de Cassation de vérifier si dans les constatations de la décision qui lui est déléguée, les caractères légaux et les conditions essentielles auxquelles elle est soumise se rencontrent. »

Dans chaque cas d'espèce le juge devra rechercher

« l'animus novandi » des parties d'après un examen approfondi des circonstances de la cause. La Cour de Cassation a suivi ces mêmes principes dans un arrêt relativement récent d'où il résulte clairement que la jurisprudence n'a pas varié depuis plus d'un demi-siècle. L'affaire était la suivante : En 1930 une demoiselle Kammerlocher remettait à la Banque de Béarn à Recoquillon, des fonds pour l'achat de vingt actions de la Société Haensler. Le sieur Monnerot-Dumaine, propriétaire de ladite banque, cédait peu de temps après son établissement en négligeant d'exécuter l'ordre de sa cliente. La demoiselle Kammerlocher assigna Monnerot-Dumaine en justice, afin d'obtenir, à défaut de la remise des actions Haensler, restitution de la somme versée.

Le défendeur opposait à la demanderesse le fait que celle-ci avait effectué plusieurs opérations à son compte courant à la Banque de Béarn après le changement de propriétaire, et prétendait qu'elle l'avait, par là, déchargé implicitement. Cette thèse fut repoussée en première instance, puis par la Cour d'appel de Pau le 14 nov. 1932 et enfin par la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation le 29 juillet 1935 (S. 1935.I.387). La Cour Suprême reprend dans les motifs de sa décision la jurisprudence antérieure en précisant : « que l'inscription d'une créance dans un compte courant n'emporte pas nécessairement perte des garanties qui y sont attachées ; qu'il entraine dans les pouvoirs souverains du juge du fond d'apprécier d'après les circonstances si, en continuant avec son successeur les opérations commencées avec Monnerot-Dumaine, la demoiselle Kammerlocher avait eu l'intention de décharger celui-ci des obligations ayant leur cause dans les opérations traitées avec lui ». Or les juges du fond n'avaient nullement reconnu cette intention, il s'ensuivait nécessairement qu'aucun caractère novatoire ne devait être attaché à la continuation des comptes par le créancier. Un tel rai-

sonnement s'appliquerait, *mutatis mutandis*, au cas du virement, et l'on voit ainsi la parfaite homogénéité de la jurisprudence en toutes ces matières.

Il importe de souligner l'élégance et la souplesse de l'œuvre prétorienne que nous venons d'étudier. Partie du Droit Commercial, la jurisprudence s'est fort habilement placée sur le terrain d'application des articles 1273 et 1275 du Code Civil, mais en interprétant ces textes au mieux des besoins pratiques du commerce. Si, par sa nature juridique, le virement constitue une novation par double changement de débiteur et de créancier, il n'en est pas moins vrai que la recherche de la volonté des parties doit seule nous fournir la preuve de l'intention novatoire. Le juge du fond doit se rattacher à une déclaration formelle. En adoptant cette attitude, la jurisprudence n'a nullement fait acte d'arbitraire ; elle a simplement délaissé la lettre d'un texte au profit de son esprit. Nul ne saurait l'en blâmer, puisque législateurs et juges ont eu en définitive pour unique et légitime souci l'exacte interprétation de l'intention des parties.

SECTION II. — CONDITIONS DE VALIDITÉ ET PREUVE DU VIREMENT.

Nous avons cherché à déterminer la qualification juridique du virement pour pouvoir nous rattacher à des critères précis, au moment d'en étudier les effets. Mais, avant même d'entrer dans cette étude, nous devons nous poser la question de l'existence juridique du virement. Quelles conditions doit-on réunir pour réaliser un virement ? Comment, d'autre part, prouver cette existence ? Ces deux questions nous dictent notre plan.

§ 1^{er}. *Conditions d'existence et de validité du virement.*

Nous laisserons de côté l'étude des conditions de forme ; nous avons précédemment exposé, en effet, la présentation matérielle des formules de virement, ne présentant aucune difficulté juridique. Restent les conditions de fond. Nous sommes ici dans le domaine des obligations contractuelles,

et nous allons retrouver les conditions traditionnelles tenant à l'objet, le consentement et la capacité des parties.

I. — *L'objet.* — L'opération se résoud en un transfert de somme d'argent.

1° *Il faut un transfert*, et ceci suppose l'existence de deux comptes. Le virement ne doit pas être ici confondu avec une autre opération : *le crédit confirmé*. Dans ce contrat, le banquier ne crédite pas immédiatement le vendeur à qui il confirme le crédit ouvert à l'acheteur ; l'acquisition d'un droit irrévocable sur le crédit est soumise à la condition suspensive de réalisation du contrat de vente intervenu entre le tiers et le client crédité. Le crédit confirmé n'est pas une promesse de virement, puisque, lors de la présentation du contrat de vente, le banquier est tenu de payer ou d'accepter des traites et non d'ouvrir un compte au vendeur. C'est une simple obligation de donner soumise à une condition suspensive ou peut-être résolutoire (la question est controversée).

2° Il faut qu'il s'agisse d'un *transfert de somme d'argent, de choses fongibles*. Mais pourrait-on concevoir une opération de virement portant sur des titres ? Certainement, à condition de raisonner sur des titres désindividualisés, constants dans leurs valeurs et interchangeables.

En Allemagne, la circulation immatérielle des titres (*Stückeloser effectenverkehr*) est organisée depuis 1925. La Banque de virements de Berlin (*Bank des Berliner Kassen-Verein*) résoud actuellement des opérations de livraison par jeu d'écritures. De nombreuses banques analogues ont été créées en province, notamment à Breslau, Dresde, Essen, Francfort, Hambourg, Cologne, Leipzig, Munich, Stuttgart. Ces banques spéciales (*Kassein-Verein, Effektengiro-banken*) ont formé une association permettant d'effectuer des virements de place à place (*Effektenferngiroverkehr*).

Sur chaque place, les banques sont affiliées au « *Kassenverein* » ou à l'*Effektengirobank* de leur ressort. Elles lui

remettent chacune les titres leur appartenant en propre et, après autorisation légale de leurs clients, les titres dont elles sont dépositaires. Seuls les établissements financiers sont en contact direct avec ces organismes.

L'ensemble des titres, classés par catégories de valeurs, constitue des dépôts collectifs qui restent la propriété (Miteigentum) des déposants. Ceux-ci renoncent à reprendre les titres individuels qu'ils ont déposés et conservent la faculté de retirer un nombre égal de valeurs de même nature, de même espèce, mais sans égard à leurs numéros. Aussi, est-il besoin de le souligner, seuls les titres fongibles peuvent être admis dans ces dépôts collectifs, à l'exclusion de toutes valeurs nominatives, à lots, amortissables, non libérées, etc...

La technique des opérations est fort simple, de même que la comptabilité, qui comprend deux séries de comptes généraux : le compte vivant (lebendes konto), subdivisé par déposant, et le compte mort (totes konto), subdivisé par catégories de titres. La comparaison entre ces deux comptes permet divers contrôles. Un registre d'entrées et de sorties, où les titres sont inscrits dans l'ordre numérique de réception ou de retrait, constitue, d'autre part, un véritable inventaire des dépôts collectifs.

Trois documents permettent aux clients des banques de virements de disposer de leurs avoirs :

1° Le chèque blanc, utilisé pour les retraits de titres et aussi, par conséquent, pour les livraisons sur banques non affiliées aux Kassen-Verein.

2° Le chèque rouge, mandat de virement, comparable au mandat rouge de la Banque de France pour les espèces. Tireur et bénéficiaire doivent, bien entendu, avoir un compte à la Banque de virements, ce qui est le cas en Allemagne pour la grosse majorité des institutions financières ;

3° Le chèque vert, qui permet d'affecter les valeurs aux prêts sur titres. Les valeurs indiquées par le déposant com-

me devant servir de garantie à une créance sont distraites dépôt collectif, mais *en écritures seulement*, et portées à un compte spécial « nantissements » (Pfandkonto). La Banque de virement délivre ensuite à son client un chèque vert de virement énumérant les valeurs placées en nantissement. Ce chèque est remis en dernier lieu au créancier.

Tous ces chèques, lorsqu'ils concernent les avoirs de la clientèle privée, ne peuvent être établis par les banques participantes que sur l'ordre formel des intéressés. Les chèques blancs et rouges sont délivrés aussi bien pour les opérations au comptant que pour les opérations à terme. Le rôle des intermédiaires n'est pas changé, seul le procédé de livraison est modifié. Dans la plupart des cas, les banques de virements rendent divers services accessoires aux établissements qui y sont rattachés et peuvent également se charger du service financier des valeurs déposées dans leurs caisses.

En France, on a voulu introduire cette pratique. Il existe à la Bourse de Paris des caisses de compensation pour titres, fonctionnant entre agents de change. Les titres y sont compensés par catégorie et seuls les titres non compensés sont livrés effectivement. Mais il ne s'agit pas ici de virements à proprement parler, car les opérations laissent subsister des déplacements matériels considérables. Pour éviter dans une certaine mesure ces déplacements, la Chambre Syndicale des Agents de Change de Paris utilise un autre procédé. Elle dépose en son propre nom des titres à la Banque de France (paquets de 25 ou rentes négociables à terme) et remet, en échange des récépissés non endossables, des reçus endossables qui circulent entre les charges et donnent à l'agent endonataire le droit de retirer les titres, ou plus exactement de les faire retirer par la Chambre syndicale.

Mais ce système reste à l'état embryonnaire car les titres restent encore désignés par leurs numéros à travers toutes

les opérations. Une vaine tentative pour les désindividualiser complètement, vers 1905, a échoué devant l'opposition de certains établissements de crédit.

On parle encore actuellement de créer un système général. Mais il faut se montrer très prudent en ces matières. On a bien essayé de réaliser des opérations sur des titres en vrac non individualisés, mais les tribunaux répressifs paraissent peu favorables (5). Il faudrait enlever au dépositaire en effet la tentation de confondre dépôts de titres et dépôts de fonds. Les dépôts de titres sont en effet de véritables dépôts au sens juridique du mot ; les dépositaires ne peuvent en disposer ni par voie de vente ni par mise en pension, ni par emploi au marché des primes ou autres procédés sans être passibles des peines prévues à l'art. 408 du Code Pénal.

En l'état actuel de notre Droit, les virements portant sur les titres sont possibles. Rien ne s'oppose, en effet, à ce que le titulaire d'un compte de dépôt de titres donne l'ordre à son banquier de transférer la propriété de ses valeurs à tel ou tel individu de son choix (art. 1937, Code Civil). Les titres déposés peuvent ainsi changer plusieurs fois de patrimoine. La délégation peut s'appliquer aussi bien aux obligations nées du contrat de dépôt qu'aux dettes de sommes d'argent.

Mais les opérations portant sur des titres numériquement désignés ne peuvent donner en pratique de très grands résultats. Aussi, les novateurs sur ce point voudraient-ils que les titres fussent absolument interchangeables tout en restant propriété des déposants.

Ces deux caractères paraissent difficilement combinables en Droit français moderne. La propriété des titres pour être conservée doit porter sur un titre certain, non une quotité $1/n$, n . Cette condition en effet est nécessaire pour

(5) Garçon. — Code pénal annoté, art. 408, nos 26, 28, 356, 505.

permettre la revendication des titres en cas de faillite du dépositaire.

Bien plus, la Cour de Cassation, dans un arrêt de la Chambre Civile du 27 novembre 1900 (D. 1902, I. 473. Note Thaler et S., 1901, I. 113), a admis que la remise des titres même en valeur équivalente n'est pas un paiement mais une dation en paiement annulable par suite si réalisée pendant la période suspecte de la faillite.

Certains auteurs avaient pourtant imaginé, comme le signale M. Drouillat (6), un système de compensation de titres par l'entremise d'un établissement stable et solide, groupant toutes les transactions, la Banque de France, par exemple. Mais, outre la résistance des autres banques craignant une pression trop forte de l'institut d'émission, cette solution risquerait de rencontrer en pratique de nombreuses difficultés.

Et d'abord, qui pourrait faire opposition en cas de vol de titres déposés ? Ce ne pourrait être ni l'établissement dépositaire (par hypothèse simple détenteur), ni aucun client (n'ayant qu'un simple droit de $1/n$, n sur le total des titres). Par ailleurs, comment pourrait-on, dans la masse des titres, retrouver l'origine de celui contre lequel une opposition est formée ? Enfin par quel moyen les agents de change respecteraient-ils la loi du 15 juin 1872 et la loi du 15 février 1941 relatives à l'inscription sur les livres des titres achetés et vendus ?

En soulevant de telles questions, on voit que l'on remet ainsi en cause tout notre régime de titres au porteur. Si l'on veut respecter la législation actuelle, il faut donc se tenir aux virements de titres individualisés. Si le système reste imparfait, il permet du moins de conserver aux déposants les avantages que leur confère le titre de propriétaire.

II. — Le Consentement. — Ici, le consentement doit exister comme à la base de tout accord de volonté. Pour

(6) Drouillat. — Op. cit., p. 107.

que la novation existe, il faut le consentement des trois parties au virement. Ceci s'explique par la création de liens nouveaux pour le banquier. La Cour de Cassation a eu l'occasion de préciser sa jurisprudence au cours de la Grande Guerre, dans l'affaire Lesage.

Le 1^{er} août 1914, la Société belge « Le Crédit Industriel et Commercial » avisait M. Lesage à Paris que son compte était crédité, par un virement à la Société Générale, de 536.500,20 frs belge, soit au cours du jour de 540.523,40 frs français.

Le 2 septembre, M. Lesage voulut retirer son argent. La Société Générale répondit que le virement n'avait pas été exécuté faute de crédits suffisants. En janvier 1915, des recouvrements d'effets au compte de la Société Belge permirent de créditer le compte de M. Lesage de 336.500 francs. Mais M. Lesage apprit au même moment que le 3 août 1914, c'est-à-dire postérieurement à l'émission de l'ordre de virement à son compte, la Société Générale avait payé à la Banque Belge un chèque de 2 millions tiré sur elle. M. Lesage assigna aussitôt en justice la Société Générale, fondant son argumentation sur la faute commise par la banque, et la prétendant débitrice de la somme qu'elle aurait dû virer. Le Tribunal de Commerce de la Seine, dans un jugement du 16 mars 1917 (G. P. 1918-1919 Tome I, p. 107) puis la Cour d'Appel de Paris, dans un arrêt du 19 janvier 1918 (journ. trib. com. 1919, p. 382) refusèrent de suivre le demandeur dans ses conclusions. Les deux décisions posèrent en principe que la novation ne peut résulter que du consentement de la banque. Tant que le virement n'est pas accepté, le débiteur reste tenu de sa dette.

Le consentement est spécial, et non général ; il doit être donné par la banque à chaque virement.

Entre émetteur et bénéficiaire, à quel moment le virement produirait-il ses effets ? Faudra-t-il se reporter au moment de l'acceptation de l'offre (système de la déclara-

tion) ou de l'envoi de la lettre contenant cette acceptation (système de l'expédition) ou de la réception de cette lettre (système de la réception), ou de la connaissance de son contenu (système de l'information) ? La solution est controversée, car la Cour de Cassation n'y voit qu'une question de fait, et la jurisprudence des Tribunaux inférieurs est hésitante. M. Drouillat penche pour la solution de l'acceptation, il semble que ce soit la plus rationnelle. Du reste, le bénéficiaire est présumé accepter, s'il refuse, il doit donner l'ordre par lettre recommandée à son banquier, d'extourner l'écriture.

Ainsi donc, un consentement est nécessaire à l'existence du virement, encore faut-il que ce consentement soit exempt de vices, mais ceux-ci sont rares. L'erreur, le dol entachent de nullité le virement vicié. Les seules questions pratiques soulevées seront examinées plus loin, à propos des effets juridiques des virements incorrects. Quant à la violence, nous pouvons l'éliminer dès maintenant, car elle ne peut jamais être invoquée en pratique, puisqu'elle ne consiste qu'en menaces de poursuites judiciaires, et que de telles menaces ne peuvent jamais être invoquées devant les tribunaux.

IV. — *Qualités et Capacité des parties.*

La capacité est la règle, l'incapacité est l'exception. Cette dernière est motivée soit par une raison de protection individuelle, soit par une raison de protection sociale.

En ce qui concerne les mineurs, le mineur non émancipé a une incapacité d'exercice générale. Il ne peut donc faire le paiement par virement. Mais son tuteur peut recevoir des fonds en banque par virement, et les retirer, dans les cas où il est autorisé à recevoir des fonds pour son pupille. S'il veut employer ces sommes, il est soumis aux règles de l'aliénation de valeurs mobilières, c'est-à-dire au consentement du conseil de famille, au delà de 1.500 frs. Le tuteur peut

déposer des fonds en banque, il peut même payer par virement les dettes du mineur, mais ces sommes restent sous sa propre responsabilité.

Le mineur émancipé et la personne pourvue d'un conseil judiciaire ne sont pas représentés, mais assistés d'un curateur. Ils peuvent, avec l'assentiment de celui-ci, se faire ouvrir un compte en banque et exécuter des virements. Le mineur commerçant peut faire librement des actes semblables dans les cadres de son commerce. Quant à la femme mariée, sa situation a changé, en droit tout au moins, avec la promulgation de la loi du 12 février 1938. Toute femme mariée a aujourd'hui le droit de se faire ouvrir un compte en banque, sans autorisation du mari. En fait, le statut matrimonial de droit commun n'ayant pas été remanié, les banques continuent à exiger, en prévision de difficultés possibles, le consentement du mari. Elles exigent également une copie du contrat de mariage, si les époux en ont un. Le droit pour la femme de disposer de sommes d'argent par virement est considérablement restreint du fait de son régime matrimonial. En dehors des cas de la femme séparée de biens, de la femme commerçante ou de la femme dotale au regard de ses paraphernaux, le droit reconnu à la femme mariée de se passer du consentement de son mari pour les opérations de banque reste peu pratique.

Dans le cas particulier de la femme dotale, le mari administre la dot, la femme les paraphernaux. Suivant les cas, c'est donc l'un ou l'autre qui doit consentir au virement. Après séparation de biens, les meubles dotaux deviennent totalement inaliénables, et l'on se trouve alors devant la curieuse situation juridique suivante : si des fonds dotaux avaient été déposés en banque, la banque ne peut plus consentir aucun virement, mais la femme peut retirer ces fonds, puisqu'elle a qualité pour les recevoir.

Les banquiers se doivent d'exercer un contrôle très sévère sur les opérations portant sur des biens appartenant

à des époux mariés sous le régime dotal. En effet, en cas de remploi obligatoire, les banquiers sont responsables du remploi.

§ 2. — *Preuve du virement.*

Les deux moyens de preuve utilisés normalement sont l'ordre de virement tracé par le client d'une part, et l'avis d'exécution adressé par la banque à ce même client d'autre part ; mais il existe bien d'autres moyens de preuve, sur lesquels du reste la jurisprudence de la Cour de Cassation est muette, celle-ci n'ayant pas à connaître de questions de purs faits. Citons comme autres moyens de preuve :

1° Des relevés trimestriels ou semestriels adressés aux clients par la banque ;

2° Des accords du client sur le solde ;

3° Les carnets individuels délivrés par la banque et portant le relevé des écritures ;

4° Les livres des parties, si le client est un commerçant, en vertu de l'article 632 du Code de Commerce, livre tenu conformément aux dispositions des articles 8 et 11 du Code de Commerce. Nous pouvons classer tous ces moyens de preuves selon leur importance décroissante.

I. — *Ordre de virement et lettre de position*

Lorsque le banquier reçoit l'ordre signé du client, il lui adresse en retour une lettre l'informant de l'état de sa position après exécution de l'opération prescrite. Ces deux pièces servent normalement de moyens de preuve dans la plupart des cas.

II. — *Carnet de compte délivré par la banque*

Certaines banques mettent à la disposition de leur client des carnets de comptes où sont portées les opérations au fur et à mesure de leur exécution. Quelle est la valeur

probante de tels carnets ? La question s'est posée en jurisprudence dans les circonstances suivantes :

Le client d'une banque avait effectué un versement constaté par des mentions concordantes sur un reçu délivré au client et un bordereau de versement rédigé par un employé de banque et signé du client. Ce dernier possédait par ailleurs un carnet de comptes tenu à jour par l'employé. Or, la somme figurant sur ce carnet différait de celle portée sur le bordereau et le reçu. Le Tribunal de Commerce de Lyon (9 octobre 1922, *Gazette Judiciaire et Commerciale de Lyon* 1923, p. 530) analysa le carnet en une simple présomption souffrant toute preuve contraire, même si chaque mention est revêtue du cachet humide de la banque. La Cour d'Appel de Lyon (29 octobre 1925, op. cit. 1926, p. 153) au contraire, y vit un véritable moyen de preuve et condamna la banque à porter au compte du client la somme inscrite sur le carnet.

Cette décision a sans doute été dictée par les circonstances du procès, mais elle ne saurait être retenue sous l'angle juridique, où elle se heurte à une triple argumentation critique :

1° A défaut de preuve de falsification, un bordereau signé du client présente une force probante plus grande ;

2° Le véritable but du carnet est de vérifier avant le relevé trimestriel, les opérations effectuées. Les traditions bancaires veulent que les moyens de preuves portent signature des deux parties, et d'autre part, tous les relevés faits avant le pointage trimestriel ou semestriel portent la mention « sauf erreur ou omission » qui marque bien l'intention des banques de ne pas s'engager ;

3° Enfin rappelons l'adage « *Omnia vincit error* », expression d'un principe juridique universellement admis. En vertu de cet adage, le carnet de comptes, où une erreur matérielle d'un employé peut se glisser, ne saurait être un titre de preuve supérieur à un bordereau signé du client,

III. — *Acceptation signée du client*

Nous n'avons pas de jurisprudence franche sur la question ; pourtant, nous pouvons distinguer deux cas :

1° Le client signe une acceptation formelle, le moyen de preuve est certain ;

2° Le client ne répond rien à l'envoi de la lettre de position. Les banques invoquent alors l'accord tacite, mais ceci est discutable. En effet, il faut prouver que l'envoi a été fait, or les banques n'envoient jamais les lettres de position sous pli recommandé. La preuve est donc difficile. Toutefois, comme le client a l'habitude de recevoir une lettre de position à chaque ordre de virement, les banques pourraient alléguer que le client aurait réclamé s'il n'avait rien reçu.

L'accord tacite représente une certaine valeur pour la clientèle commerciale. En effet, celle-ci connaît trop les usages commerciaux pour négliger de réclamer la rectification d'une lettre de position irrégulière, ou d'en exiger l'envoi au cas d'une omission de la banque.

SECTION III. — EFFETS JURIDIQUES DU VIREMENT EN BANQUE.

Pour centrer cette étude des effets juridiques du virement il nous faut partir de l'idée de novation. Des rapports juridiques naissent, tandis que d'autres s'éteignent, et cela dans le cadre de la banque. Le banquier crée donc, par le seul artifice de sa comptabilité, des situations de droit. Mais ce pouvoir entraîne, bien entendu, la mise en jeu de sa responsabilité. Nous étudierons donc, à côté des effets sur les rapports juridiques normaux entre les parties, la question de la responsabilité du banquier, en cas d'exécution irrégulière, en réservant un troisième paragraphe pour un cas particulier, celui du virement exécuté et période suspecte.

§ 1^{er}. — *Effets du virement dans les rapports entre les parties.*

Lorsqu'il s'agit de virements entre deux comptes appartenant au même titulaire, il faut s'en tenir à l'intention des parties. La novation est le principe, mais peut être combattue par toute présomption contraire, comme nous l'avons vu précédemment. On s'est souvent posé la question de savoir si un souscripteur d'actions pouvait se libérer par virement. La distinction fondamentale, donnée par la jurisprudence, est la suivante : si le virement se fait au compte d'un tiers, la libération du souscripteur est entière (7) ; si le virement est fait au compte du souscripteur avec la Société, la libération n'est pas valable (8).

Dans le cas général du virement exécuté entre deux comptes de titulaires différents, il nous faut envisager les liens juridiques qui unissent entre eux les trois personnages : donneur d'ordre, banquier, bénéficiaire.

I — *Rapports entre donneur d'ordre et banquier*

L'obligation du banquier peut naître soit d'un compte antérieur, soit d'un compte né à l'occasion du virement. Le banquier est tenu de réaliser l'opération même si son engagement repose sur une ouverture de crédit consentie au client. L'ouverture de crédit est en effet un contrat synallagmatique par lequel une des parties s'engage à remettre à l'autre des sommes à concurrence d'un certain montant, moyennant la promesse de les restituer sous les modalités convenues. Par conséquent, le banquier qui a ouvert un crédit, accomplit en réalisant ce crédit, une obligation qui lui incombe en vertu du contrat de promesse du crédit.

(7) Thaller et Percerou. — *Traité Élémentaire de Droit Commercial*, 7^e éd., Paris, Rousseau, 1925, n° 522 et suiv., et *Civil*, 19 mars 1894, S. 96 I. 260 ; D. 94 I. 465 (4^e espèces et références).

(8) Civ. 17 décembre 1930, D. H. 1931, p. 100.

Quelle que soit l'origine de son engagement, le banquier se libère de son obligation en exécutant régulièrement le virement au profit de la personne désignée. Il en résulte que le donneur d'ordre perd tout droit sur la somme virée. Par suite, si le client d'une banque trace un chèque et émet, avant sa représentation, un ordre de virement immédiatement exécuté, la provision doit être considérée comme ayant péri du fait du tireur. Celui-ci est alors passible des peines prévues à l'art. 405 du Code Pénal en vertu de l'art. 66 du décret-loi du 30 octobre 1935 sur le chèque.

II. — *Rapports entre banquier et bénéficiaire*

Par le virement, le banquier s'engage envers le bénéficiaire actuellement et irrévocablement, en supprimant les liens antérieurs entre donneur d'ordre et bénéficiaire, d'où toute une série de conséquences.

1° *Chute des garanties réelles ou personnelles*, qui accompagnaient la créance virée. Exemple : un vendeur d'immeuble voit son compte en banque se créditer du montant du prix de son immeuble, il perd le bénéfice de l'action résolutoire de l'art. 1654 du Code Civil, et le privilège de l'art. 2103. De même, un porteur d'effets de commerce ayant accepté un virement en paiement de son effet perdait autrefois le bénéfice de la solidarité de ceux qui l'avaient souscrit. (Cas. 25 avril 1910, S.1913.1.265, note Bourcart), mais depuis le décret du 29 juillet 1939 (art. 4), la remise d'un mandat de virement en acquit d'un effet de commerce n'entraîne pas novation :

2° *Perte du bénéfice de la prescription de cinq ans de l'action du change*. La prescription de l'action devient celle de droit commun ;

3° *Le terme de l'engagement devient l'époque ou arrêté périodique du compte* ;

4° *Modification de la compétence des Tribunaux.* Supposons une créance commerciale, toute contestation née à son sujet est de la compétence des Tribunaux de Commerce, mais si le montant de cette créance est viré au compte d'un individu non commerçant, les Tribunaux civils deviennent compétents. Inversement, dans le cas d'une créance d'origine civile, si le montant en est viré à un compte commercial, l'obligation nouvelle prend ce caractère et tombe sous l'appréciation des Tribunaux de Commerce ;

5° *Cas de la faillite d'un commissionnaire.* Supposons que Primus, commettant, donne ordre à Secundus, commissionnaire, de vendre à Tertius. Si Secundus tombe en faillite, Primus a normalement une action du prix sur Tertius, et sera payé par préférence. Mais si, entre temps, Tertius s'est libéré en donnant à son banquier l'ordre de virer le montant de sa créance au compte de Secundus, la situation de Primus devient très délicate. Si l'effet novatoire du virement jouait, il deviendrait créancier ordinaire de la faillite et perdrait tout le bénéfice de son droit de préférence. Aussi la jurisprudence a-t-elle admis exceptionnellement que la créance restait individualisée en pareil cas, même si le virement a pour effet de la faire tomber dans un compte courant (9).

III. — *Rapports entre donneur d'ordre et bénéficiaire*

Le bénéficiaire est censé avoir reçu directement le montant de la somme virée. Ce virement vaut donc paiement, prêt ou donation selon les cas, avec toutes les conséquences que cela entraîne, pour la réserve héréditaire par exemple.

Le virement se fait au moment et au lieu de son exécution par le banquier (Cass. Civ. 14 décembre 1924, S. 1925.

(9) Thaller et Perçerou. Op. cit. p. 948.

1.19) et non à l'émission (Lyon, 7 décembre 1927, S. 1928. I.22). Il est si bien assimilé au paiement en espèces, que si le bénéficiaire ne retire pas la somme virée à son compte, mais la fait virer à son tour à un autre compte, la jurisprudence fiscale estime qu'il a eu cette somme entre ses mains. (C. E. 9 décembre 1927, S. 1928.III.62).

§ 2. — *Effets des virements entachés d'erreurs, de falsifications, ou exécutés avec retard.*

Pour exécuter un virement, il faut, en plus du consentement du banquier : l'existence d'un compte au donneur d'ordre, le consentement de celui-ci et le consentement du bénéficiaire. Le banquier vérifie les deux premiers éléments, le troisième ayant peu de conséquences graves. Mais il peut arriver que même au cours de cette vérification des erreurs soient commises ; par exemple, le client se trompe sur le montant de son crédit, ou bien le banquier se trompe sur la nature du crédit, traitant un compte de dépôt comme un compte courant ou vice versa. Il peut également arriver, quoique le cas soit plutôt rare, qu'un escroc présente des ordres de virement habilement falsifiés, suivis d'un retrait de fonds.

Qu'il s'agisse d'erreur ou de falsification, le bénéficiaire ou le délinquant doivent répéter l'un et l'autre le trop perçu. Mais, si ce bénéficiaire, avantagé gratuitement, ou ce délinquant sont introuvables ou insolvable, qui supportera l'erreur ou la fraude ? Ici, comme on le voit, le virement est soumis aux mêmes dangers que le chèque, quoique n'étant pas de même nature.

A) *Cas de l'erreur.* — Si le banquier paie une somme irrégulièrement, s'il exécute par exemple un ordre de virement non provisionné, le bénéficiaire a reçu « quod suum recepit », il n'est pas soumis à la répétition de l'indu, puisqu'il n'y a pas d'enrichissement sans cause. La jurisprudence a nettement pris position dans un arrêt ancien de

la Cour de Cassation du 31 mars 1852. Et même à l'égard des sommes indûment payées, au delà du droit du bénéficiaire, la répétition ne peut avoir lieu qu'à l'encontre du premier bénéficiaire, et non des bénéficiaires successifs ; ces mêmes sommes pouvaient être, en effet, légitimement dues à ces derniers. (Req. 31 mars 1852, D. 1852.I.161 ; P. 1858.II.401).

La jurisprudence admet donc la responsabilité du banquier de son seul consentement. Il ne peut faire supporter le poids de son erreur au bénéficiaire, si le droit de ce dernier est légitime. Le virement est exécuté, et le paiement irrévocablement réalisé au moment de la passation des écritures. C'est une question de droit, et non une question d'équité. (Cas. Civ., 28 janvier 1930, S. 1930.I.306).

Le banquier est également responsable s'il opère par erreur un virement au profit d'un autre compte que celui du bénéficiaire désigné. (Colmar, 10 mars 1934, S. 1934.II.111).

B) *Cas du dol*. — Un ordre de virement est présenté à un banquier et le banquier l'exécute. Or, cet ordre est falsifié, il semblerait que l'exécution fût nulle. Il n'en est rien ; l'opération est réalisée, elle reste parfaitement valable. Certes, la situation est dure pour le banquier, mais inattaquable juridiquement. Le droit du bénéficiaire est créé, il reste irrévocable ; d'autre part, le titulaire du compte débité à tort ne peut être dépouillé sans son consentement. Le banquier va donc être la victime définitive de l'escroquerie. Ceci est une application des règles de l'incidence des dommages résultant d'un délit. Seul l'auteur responsable, ou les civilement responsables, peuvent être poursuivis, à défaut c'est la victime seule qui supporte le poids du délit.

Pour le chèque, la situation est sensiblement différente : en effet, l'article 145 du Code de Commerce fait supporter le poids de la responsabilité au tireur du chèque, mais

ceci s'explique aisément lorsqu'on considère d'une part la position privilégiée de celui-ci, et d'autre part, la nécessité pour le banquier de payer à vue.

En ce qui concerne le virement, nous ne trouvons rien de semblable : le consentement du banquier est libre, et son refus aussi ; d'autre part, rien n'empêche le banquier d'exiger de son client un avis d'émission ; en troisième lieu, le banquier a toute latitude pour faire toutes les vérifications nécessaires, aucun protêt n'étant à craindre en cas de retard.

Si la responsabilité du banquier est la règle, celle de l'émetteur d'ordre peut être mise en jeu dans deux cas. Dans une première hypothèse, la banque a remis un carnet d'ordres de virement, et ce carnet a été perdu. Le client assume tous les risques s'il n'avise la banque en temps voulu. Dans une deuxième hypothèse, le client peut être déclaré responsable s'il remet à un employé un carnet d'ordres de virement signés en blanc, dont celui-ci abuse. La responsabilité prévue par l'art. 1384 du Code Civil, à l'égard des commettants, pour le fait de leurs préposés vient ici se combiner avec les règles de la responsabilité contractuelle. Le maître est responsable, même lorsque le préposé fait de ses fonctions un usage excessif, à la condition qu'il ait été mis à même de commettre l'abus par la nature du travail auquel il était employé.

En bref, le banquier est responsable, sauf à lui, de prouver la faute de son client, et un lien légitime entre la faute et le préjudice. Notons que la question peut se poser, même dans le cas où les deux comptes en jeu appartiennent au même titulaire. Supposons qu'un même client ait un dépôt non exigible et un dépôt de chèques. Le faussaire confectonne d'abord un faux ordre de virement, puis un faux chèque et retire l'argent. En pareil cas, un arrêt de la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation du 9 juillet 1919 (*Journal des Tribunaux de Com-*

merce 1920-1921, p. 618) a reconnu aux juges du fait le pouvoir de mettre la perte à la charge du client dans le cas d'un faux ordre bien imité. Cette solution paraît critiquable, car le titulaire du compte n'a pas donné son consentement et seule une convention entre lui et son banquier peut modifier la constitution de ce compte. Seul un accord peut défaire ce qu'un accord a fait.

C) *Cas du retard.*

La banque doit exécuter l'ordre de virement le plus rapidement possible, généralement en fin de journée. Au cas de retard, la banque peut être déclarée responsable ; la question s'est posée dans l'espèce suivante : Le 10 mai 1929, un Algérien, Si Amei Ben Salah donnait l'ordre à la succursale de la Compagnie Algérienne de Fez Mellah de virer le montant de son compte dépôt au crédit de son compte à la succursale de Rabat, mais la banque n'exécuta que le 3 juin 1929.

Or entre temps, Ben Salah se portait acquéreur d'un lot de colonisation pour 1929, et traçait un chèque de 24.000 francs au profit du directeur de la Caisse de l'Hydraulique et de la Colonisation sur la succursale de Rabat. Ce chèque n'étant pas provisionné ne fut pas payé, et Ben Salah subit ainsi un retard d'un an dans la mise en valeur et l'exploitation du lot de colonisation. Se fondant sur l'article 1382, le préjudice causé et la faute de la banque, il réclama en justice une réparation. Il obtint gain de cause en première instance, puis en appel devant la Cour de Rabat, la Compagnie Algérienne étant condamnée à lui verser 10.000 fr. à titre de dommages-intérêts. (Rabat, 23 mars 1933, S. 1933.II.212.) L'arrêt de la Cour pose nettement le principe qu'une banque qui laisse s'écouler ainsi 24 jours entre l'ordre de virement et son exécution commet une faute qui l'oblige à réparer le préjudice subi par son client à la suite de ce retard. La banque

doit donc exécuter le virement dans un délai assez bref, si elle ne veut pas voir engager sa responsabilité. Normalement, les virements sont exécutés en fin de journée, c'est le cas pour la Banque de France. Un client ne saurait être admis à invoquer un préjudice sous prétexte que le virement n'a pas été exécuté immédiatement à la réception de l'ordre. Il faut laisser au banquier le temps nécessaire pour exprimer son consentement éclairé.

§ 3. — *Effets particuliers du virement fait pendant la période suspecte de la faillite.*

Trois cas sont à envisager, suivant que le virement est exécuté avant les dix jours qui précèdent la cessation de paiement, pendant cette période ou après la cessation de paiement.

1° *Le virement est fait antérieurement à la période de dix jours qui précèdent la cessation de paiement.* Les créanciers de la faillite n'ont à leur disposition que l'action paulienne, au cas de fraude de leurs débiteurs ;

2° *Le virement est fait pendant les dix jours qui précèdent la cessation de paiement.* On sait que tous les actes translatifs de propriétés à titre gratuit, paiements de dettes non échues, ou paiements de dettes payables autrement qu'en espèces ou effets, sont nuls. Tout virement fait à titre de donation, de paiement de dettes non échues est nul. Il faut donc se rattacher à la notion de cause.

Mais que décider, si le débiteur s'est acquitté d'une dette échue au moyen d'un virement ? Doit-on l'assimiler à un paiement en espèces ? Certainement, car il faut nous référer ici aux usages généraux du commerce (Lyon-Caen et Renault ; *Traité*, 4^e éd., tome 7, n° 345 et Req. 13 août 1866 ; Civ. Rej. 19 mars 1867, S. 67.1.384 ; P. 67.633). En conséquence, tous les paiements faits au cours de la période de dix jours par virements, sont inattaquables s'il s'agit de dettes échues et d'obligations à titre onéreux ;

3° Le virement est fait dans la période postérieure à la cessation de paiement. Dans cette dernière hypothèse, l'art. 447 du Code de Commerce permet d'annuler tous les actes passés par le débiteur avec ses créanciers, quel que soit le procédé de paiement employé.

CHAPITRE II

PROBLÈME ÉCONOMIQUE

Nous abordons ici le point le plus délicat de notre étude. Comment se présente le virement sous son angle économique ? C'est un moyen perfectionné de transmettre du pouvoir d'achat, par jeu plus ou moins compliqué d'écritures. Il lutte contre l'anémie de l'argent, et, suivant l'expression de M. Ansiaud (1), c'est une monnaie nouvelle « subtile et presque immatérielle, chiffrée et non frappée ». Une véritable circulation idéale s'établit de compte en compte, comme le métal et le papier passent de main en main.

On a certes beaucoup écrit sur cette forme de monnaie, et toute une littérature, plus ou moins économique, a donné libre cours à son effervescence, depuis la fin de la Grande Guerre. La monnaie de virement a oscillé, au gré des plumes, du pilori au piédestal. Les uns ont dénoncé le danger du rôle grandissant du banquier dispensateur de crédits ; d'autres, à l'opposé, ont rêvé d'une économie future où les paiements se régleraient tous par le jeu d'un comptabilisme social ; d'autres encore, sans aller aussi loin, ont voulu voir dans l'utilisation de la monnaie de virement un remède à tous les maux économiques. Sans nous laisser entraîner par de trop séduisantes théories, nous essaierons de rester dans les cadres de la réalité, en dégageant d'une part les influen-

(1) *Traité d'Economie politique*, Tome II, Paris, 1923,

ces du virement sur les comptes de dépôt et, d'autre part, ses influences sur la valeur de la monnaie.

§ 1. — *Influence des virements sur les comptes de dépôt.*

Devant les avantages présentés par les virements, les comptes des particuliers se sont vite accrus. En effet, le virement est d'un maniement souple et économique; facilement contrôlable par le fisc, dont il a les faveurs, et rapide dans son exécution.

1° Le virement est un procédé souple, s'adaptant aux nécessités économiques. Il permet de régler, sans monnaie, des opérations non liquidables par un autre procédé. Des statistiques américaines montrent, en effet, qu'il n'existe, dans le monde entier, que 25 milliards de francs or 1928 en circulation, alors que le commerce pour chaque nation s'élève à 100 milliards environ par an. La monnaie fiduciaire elle-même ne présente pas une aussi grande souplesse en son volume, et ne saurait s'adapter à toutes les modifications des besoins monétaires.

2° Le virement est un procédé économique, car il supprime les frais d'envoi de numéraires, et diminue les dangers de perte ou de vol.

3° C'est un procédé qui a les faveurs du fisc, car toutes les opérations de banque sont plus accessibles à son contrôle que les transferts manuels de monnaie.

4° C'est un procédé rapide. Un virement peut être exécuté non seulement par lettre, mais encore par télégramme ou encore sur un simple coup de téléphone.

Dès lors, on conçoit facilement que l'utilisation sans déplacement des dépôts en banque a favorisé leur multiplication. Ces dépôts constituant des capitaux considérables, en réserve, servent aux banques à aider le commerce et l'industrie, au lieu de rester improductifs dans les coffres des particuliers.

Mais cette influence est réversible. Si, par suite de causes

extérieures, les dépôts augmentent dans de fortes proportions, les virements seront utilisés davantage. Le législateur l'a si bien compris que, par la loi du 22 Octobre 1940, il a soumis les effets de commerce revêtus d'une mention de domiciliation dans un établissement de crédit situé en France au simple droit de timbre des chèques. Un exemple pratique fera comprendre tout l'intérêt de cette récente disposition : un effet de 100.000 francs non domicilié est passible d'un droit de timbre de 0 fr. 15 %, soit 150 francs ; le même effet domicilié n'est passible que d'un droit de 0 fr. 50.

Mais n'y a-t-il pas un danger de voir ainsi se multiplier le nombre des dépôts en banque, et par suite se monter davantage le fragile édifice du crédit ? Il semble que le danger est atténué par la prudence des banquiers, qui ne prêtent que sur garantie et observent une certaine couverture en billets de banque.

Reste à examiner l'influence du virement sur les prix, ou, ce qui revient au même, sur la valeur de la monnaie.

§ 2. — *Influence du virement sur la valeur de la monnaie.*

Nous touchons ici à une vieille histoire. Les virements sont des moyens de paiement réalisant une sorte de circulation immatérielle des dépôts en banque. Du point de vue économique, cette étude se rattache donc à celle du chèque, et d'une façon générale au problème de la monnaie scripturale formant un tout.

Dans les moments de difficultés économiques, on a souvent songé à diminuer le volume des billets de banque en utilisant davantage le chèque barré et le virement. C'est ainsi qu'en 1916, à la séance de la Chambre du 11 juillet, MM. Hesse et André Honnorat demandaient la généralisation des paiements par monnaie de banque, « non seulement pour l'économie de temps et d'argent qu'ils représentent, mais aussi pour la réduction de la circulation des bil-

lets de banque » (annexe au *Journal Officiel* du 12 juillet 1916. Proposition n° 2.269). En 1920, M. Valude (*Journal Officiel* du 17 décembre 1920. Annexe au procès-verbal de la 2^e séance de la chambre, proposition n° 1.865) parlant de la situation financière en Angleterre et aux Etats-Unis, déclarait : « Si ces deux pays ont échappé à l'inflation fiduciaire, c'est grâce à l'habitude prise par les nationaux depuis longtemps de se servir du chèque ».

Confirmant et développant ces opinions dont nous n'avons extrait que les deux précédentes à titre d'exemple, la presse a ajouté sa note concordant. Le 29 décembre 1924, le Temps publiait sous la plume de son rédacteur financier : « Nous dirons, pour conclure, que la généralisation de l'emploi du chèque et du virement aurait et conserverait l'effet de déflation qui lui est attribué.

Cette opinion s'est assez facilement répandue dans le grand public au cours de ces dernières années. En réalité il ne saurait s'agir dans un développement de la monnaie scripturale, de déflation au sens réel du mot..

Une déflation réelle ne pourrait se réaliser que si l'Etat remboursait les avances consenties par l'institut d'émission. On oublie trop facilement que la monnaie, instrument d'échanges, est une représentation concrète du pouvoir d'achat. Accroître ce pouvoir d'achat, l'injecter dans un pays sous quelque forme que ce soit, sans accroissement de richesses vraies en contrepartie, cela c'est toujours de l'inflation. Que l'Etat demande à l'Institut d'émission une avance en billets de banque de X milliards, ou qu'il lui demande de lui ouvrir un compte de X milliards, l'Etat est crédité de cette somme, sans contre-partie. Que le créancier de l'Etat reçoive des mains du comptable de deniers publics une somme en billets, ou que son compte en banque soit crédité du montant de cette somme, le résultat est le même puisque cette somme représente tou-

jours un pouvoir d'achat qui circulera de mains en mains ou de dépôt en dépôt, exactement de la même façon.

D'après M. F. Perroux (2), « la monnaie est un bien indirect, qui, par l'effet des habitudes de la masse des agents économiques, constatées et consacrées, ou favorisées et provoquées par le pouvoir social, c'est-à-dire, dans les sociétés modernes, essentiellement par l'Etat, constituent un moyen de libération, d'achat indéterminé, général et immédiat ». De cette définition très complète, nous retiendrons ceci, que la forme de la monnaie importe peu et que seuls en comptent les caractères, qu'il s'agisse de monnaie fiduciaire ou de monnaie scripturale. Nous retrouvons ici l'opinion de la plupart des auteurs, dont MM. Conant, Seligman, Fisher, Ansiaux.

M. Baudin (3) relève trois points d'identification entre les monnaies fiduciaire et scripturale :

1° Ces deux monnaies, dit-il, sont toutes deux représentatives d'une valeur en espèces et toutes deux partiellement gagées ;

2° Leur circulation équivaut à un « transfert de pouvoir d'achat » ;

3° Elles sont deux étapes différentes vers la dématérialisation de la monnaie.

La seule différence, ajoute M. Baudin, est une différence d'âge, car techniquement parlant, monnaie de papier et monnaie scripturale sont des formes de crédit à court terme sur la base de l'engagement réciproque entre le banquier et son client. Les deux monnaies confondent quelquefois si bien leurs caractères, que l'on voit des dépôts sans intérêt (cas de la Banque de France et de la Banque des Etats-Unis, depuis 1929) et des billets de banque portant intérêt (coupures de 20 livres sterling à la fin du XVII^e siècle, en Angleterre). Tout ce que l'on peut dire sur les

(2) Cours d'Economie politique. Paris, 1939. Tome III, p. 3.

(3) Baudin, « Monnaie et formation des prix ». — Traité publié sous la direction de M. Truchy, Paris, 1936, p. 253.

prétendues différences, c'est, avec M. F. Perroux, que chacune de ces monnaies conserve un rôle propre, une clientèle particulière, une fonction spéciale, liée à tout l'ensemble du crédit.

Ceci posé, si nous reprenons maintenant l'équation d'Irving Fisher, établissant la relation entre le niveau général des prix, les transactions et la quantité de monnaie en circulation, nous aboutissons aux mêmes résultats. Soient en effet :

M : la masse de monnaie métallique et fiduciaire en circulation, et M' : le montant des dépôts en banque. Soient :

V et V' leurs vitesses respectives de circulation, soit :

Q : le nombre d'unités abstraites de consommations échangées ; et P : le prix de chaque unité abstraite.

Nous pouvons écrire la formule classique :

$$M V + M' V' = P Q$$

$$\text{d où : } P = \frac{M V + M' V'}{Q}$$

Les deux membres de cette équation doivent varier dans le même sens pour respecter l'égalité. Par suite, si du fait d'un événement accidentel, l'un quelconque des termes de l'expression : $M V + M' V'$ vient à varier sans compensation d'un autre terme, ou d'une variation de Q dans le même sens, P variera dans le même sens. Si donc pratiquement M', montant global des dépôts en banque, vient à augmenter, sans compensation d'une diminution de V', d'une diminution de M, ou d'une diminution de V, P augmentera si Q reste inchangé. Il semble donc démontré clairement que si le compte de dépôt de certaines particuliers se trouve augmenté d'une quantité m', cela revient à accroître le revenu nominal de ces individus ; et si la banque ne retire pas une certaine quantité de billets de banque ou de monnaie métallique en contre-partie, le prix

de l'unité abstraite de consommation se trouvera augmenté d'une quantité p .

$$P + p = \frac{M V + (M' + m') V}{Q}$$

Tout se passe donc exactement comme s'il y avait eu augmentation de M , c'est le phénomène de l'inflation de crédit, produisant des effets analogues à ceux de l'inflation de la monnaie de papier. L'histoire monétaire des différents pays nous montre des exemples nombreux, qui viennent illustrer la théorie précédente. En Angleterre, pendant la période de 1914-1918, le nombre des billets en circulation, même avec les currency notes, n'avaient pas augmenté, mais sous des apparences saines, la monnaie était viciée, et se décrochait de sa parité par rapport au dollar, dès le lendemain de la guerre. Que s'était-il passé? Un phénomène très simple : lorsqu'un particulier voulait souscrire à un emprunt d'Etat, il demandait aux banques une avance égale au montant de la souscription, et leur remettait en garantie des titres de rentes. L'intérêt servi par l'emprunt étant supérieur à celui exigé pour l'avance sur titres, le souscripteur bénéficiait de la différence. Quant aux banques, elles réglaient leurs opérations entre elles, par virements et compensations. Cet édifice savant et artificiel, portant sur la base fragile d'ouverture de crédit sans contre-partie réelle, suffit à entraîner une dépréciation de la livre sterling.

Qu'il s'agisse donc d'inflation fiduciaire, ou d'inflation de crédit, le résultat est le même, puisqu'il y a toujours injection de pouvoir d'achat dans le public, sans augmentation de richesses. Le législateur de 1928 l'a fort bien compris, puisque la Couverture métallique devait représenter une fraction du montant des billets en circulation et des dépôts.

Il convient de noter toutefois que la substitution d'une

inflation de crédit à l'inflation de papier présente un certain intérêt. En effet, l'inflation de crédit est moins visible que l'inflation de papier et surtout les particuliers en prennent moins brutalement conscience. Le public s'hypnotise toujours sur le volume des billets en circulation, il prend peur dès que ce volume augmente fortement et le facteur psychologique agit alors autant ou plus que le facteur quantitatif sur la hausse des prix. Avec l'inflation de crédit, la courbe des prix a donc tendance à monter moins verticalement et l'économie s'en trouve moins secouée.

Par ailleurs, en période de crise, la monnaie de banque contient une idée fort intéressante pour l'avenir. Comment se pose en effet le problème économique actuel en France? D'une part, l'Etat se trouve devant l'accumulation des dépenses nées de la guerre dans la nécessité de payer ses créanciers coûte que coûte et par suite d'injecter dans la nation un pouvoir d'achat considérable. D'autre part, nous traversons, par le manque de matières premières et les difficultés de transports, une crise de sous-production. Particulièrement le défaut d'approvisionnement normal en denrées alimentaires entraîne sur le marché de ces produits une forte augmentation de la demande par rapport à une offre relativement restreinte.

Or, une utilisation originale du virement pourrait nous fournir une solution tout au moins provisoire. Au lieu d'injecter dans la nation un pouvoir d'achat global sans faire de distinction entre le franc-papier et le franc-virement, les pouvoirs publics pourraient leur accorder des qualités libératoires différenciées. En spécialisant le pouvoir d'achat de chacune de ces monnaies, l'épargne des particuliers pourrait être canalisée au maximum vers les biens de production et réduite au minimum pour l'acquisition de biens de consommation. Pour préciser notre pensée, prenons un exemple. Supposons qu'un créancier de l'Etat reçoive 50.000 francs de celui-ci. Cette somme lui sera virée à son

compte en banque, mais il en aura la libre disposition. Or cette liberté aboutira fatalement à la hausse des prix car les particuliers dont le pouvoir d'achat est accru ont tendance à augmenter leur train de vie et par suite leurs dépenses de consommation. Bien au contraire, ce danger sera écarté si, sur les 50.000 francs reçus, notre individu ne peut en retirer que 20.000, le reste étant nécessairement investi dans certaines entreprises. Ainsi dans une réglementation d'ensemble on pourrait prévoir une différenciation des revenus privés avec réserve d'une part seulement pour les dépenses d'entretien et de nourriture. Un système dégressif assurerait une proportion décroissante entre francs-papiers, à pouvoir d'achat absolu, et francs-virement à pouvoir d'achat limité aux capitaux de production, au fur et à mesure de l'augmentation des revenus. Plus les revenus seraient élevés et moins la part proportionnelle réservée aux dépenses de consommation serait forte.

Certes, tout ceci répond aux préoccupations d'une économie de guerre. Nous n'avons pas la prétention d'aboutir par ce moyen à un Nirvânâ économique, mais un tel régime permettrait au moins d'atténuer les effets d'une crise grave et cela seul compte en définitive.

CHAPITRE III

PROBLÈME FISCAL

Nous avons souligné plus haut l'intérêt que représente pour le fisc ce procédé de paiement qui, plus accessible à son inquisition, résiste moins à l'idée du contrôle des paiements des particuliers. Les banques sont en effet tenues de communiquer à tout instant les comptes de leurs clients au fisc. Par faveur pour le virement, le législateur fiscal a soumis à un droit moins élevé que le timbre de quittance « tout écrit désigné communément sous le nom d'ordre de virement en banque par lequel un particulier, ou une collectivité, donne ordre à un banquier de porter une somme au crédit du compte d'un tiers, et de le débiter de pareille somme. » (Art. 12 de la loi du 30 juillet 1913, Code du Timbre, art. 98.)

Ce droit de timbre, de 0 fr. 10 en 1913, a été successivement porté à 0 fr. 20 par une loi du 22 mars 1924, puis à 0 fr. 75 par un décret-loi du 8 juillet 1937, pour être ramené finalement à 0 fr. 50 par le décret du 24 mai 1938.

Quelle est exactement l'assiette de cet impôt ? Comment s'opère son recouvrement ? Enfin, quelles sanctions sont prévues ? C'est ce que nous allons examiner dans les trois paragraphes suivants :

§ I^{er} : *Principe et application.*

§ II : *Opérations de Perception du droit de Timbre.*

§ III : *Sanctions des règles légales.*

§ I^{er}. — PRINCIPE ET APPLICATION.

L'article 98 du Code du Timbre soumet au droit de timbre tout ordre de virement, quelle que soit sa forme, même contenu dans une simple lettre missive. Toutefois, une instruction administrative du 5 mai 1914 a exempté du droit de timbre un ordre donné par télégramme.

L'article 98 est appliqué à la lettre, et si le client d'une banque adresse à celle-ci plusieurs ordres de virement dans une même lettre, cette dernière doit porter autant de timbres fiscaux que d'ordres de virement.

Le principe posé, il nous faut examiner maintenant les cas particuliers, où l'ordre de virement est tantôt soumis à un seul timbre, quoique multiple, tantôt totalement exempt de timbre, tantôt soumis à la perception d'un double droit.

A. — *Cas où un seul droit de timbre est exigible.*

Ces cas sont au nombre de trois :

1° Le même ordre de virement comprend, au profit du même bénéficiaire, plusieurs opérations. Il peut arriver que, par le même écrit, le client donne l'ordre à la banque de débiter son compte d'une certaine somme à une date donnée et d'une autre somme à une époque plus lointaine, et d'en créditer le compte du même bénéficiaire. L'administration n'exige, en pareil cas, qu'un seul droit de timbre ;

2° La même solution est donnée au cas d'ordre permanent, c'est-à-dire à l'ordre de virer une somme du compte de l'émetteur d'ordre au compte d'un tiers, soit périodiquement, soit à des intervalles plus ou moins éloignées ;

3° Enfin, n'est soumis qu'à un seul droit de timbre l'ordre donné à une banque de transférer au compte d'un client de celle-ci une somme versée par le donneur d'ordre lui-même. Dans cette hypothèse, le client verse à la banque une certaine somme en échange de laquelle il reçoit un

reçu normalement revêtu du timbre-quittance. Mais, en même temps, le client donne l'ordre de porter cette somme au crédit d'un tiers. Y a-t-il vraiment un ordre de virement ? Certainement, répond l'administration du timbre, car l'opération s'analyse en un versement au compte du donneur d'ordre suivi d'un crédit au compte du bénéficiaire, mais il y a bien transfert, et partant, virement, selon la conception fiscale.

Supposons maintenant qu'un même individu possède deux comptes ouverts dans deux banques différentes et donne ordre à la première de virer une somme à son compte dans la deuxième. Selon la logique des choses, la somme ne changeant pas de patrimoine, il semblerait qu'aux termes mêmes de la loi de 1913, il n'y ait pas là un véritable virement au sens fiscal, et que par suite, le droit de timbre ne soit pas exigible. Pourtant, l'administration démontre le mécanisme juridique en deux phases :

1° L'ordre adressé par le client à la première banque de virer une certaine somme à son compte à la deuxième banque. Ceci est considéré comme d'ordre interne, et non soumis au timbre ;

2° L'avis de crédit adressé par la première banque à la deuxième. L'administration invoquant le changement de patrimoine qui s'opère lorsque la somme passe d'abord au crédit de la deuxième banque, avant d'être inscrite au crédit du compte du client, frappe cet avis de l'obligation du timbre.

Cette solution date de la réponse du ministre des Finances, le 3 mai 1930, à une lettre de M. Méjean, sénateur. Sans doute, l'administration s'attache-t-elle davantage aux moyens employés qu'au résultat même de l'opération. Certes, l'analyse juridique est assez subtile, mais à notre avis critiquable. Rien ne justifie de semblables exigences à une époque où l'on cherche à encourager au contraire le virement par tous les moyens. Pourquoi l'administration des Douanes, dans ces conditions, ne soumettrait-elle pas

les marchandises en transit au tarif général des droits sur les marchandises importées ? La solution pourrait être aussi bien légitimée par le même raisonnement, sans se révéler pour cela plus opportune.

B. — Cas où l'ordre de virement est exempt du droit de timbre.

Ces cas sont également au nombre de trois :

1° Tout d'abord, sont exempts du droit de timbre les ordres échangés entre les succursales ou les agences d'une même banque, les ordres donnés par une personne ayant des comptes dans des succursales d'une même banque et faisant effectuer des virements d'un compte à l'autre, et enfin la lettre d'une banque à son correspondant pour l'aviser qu'un individu a fait un versement pour que celui-ci soit porté au compte d'un client de ce correspondant. (Solution du 16 octobre 1913, Instruction 3413 AI, 25 1°.)

2° Viennent ensuite les virements entre deux comptes d'une seule et même personne, à l'intérieur de la banque, car la loi du 30 juillet 1913 vise seulement les ordres de virement au crédit du compte d'un tiers. Pour qu'il y ait virement au sens fiscal du mot, il faut donc que la somme virée change de patrimoine du fait de l'opération.

3° Pour clore la liste des ordres de virement exempts de timbres, mentionnons les ordres d'emploi, écrits, signés du client, ayant pour but de faire porter au crédit du compte d'un tiers le montant d'un chèque remis par ce même client au guichet de la banque. Le compte de ce client est débité de la somme inscrite sur le chèque, et le compte du bénéficiaire, visé sur l'ordre d'emploi, en est crédité d'autant. Cette situation s'explique du fait que le chèque est déjà soumis au droit de timbre de 0 fr. 50.

C. — Cas où un double droit est exigible, Cas des ordres répercutés.

Prenons un exemple concret : M. Durand, client de la

banque X..., veut faire virer une somme de 10.000 francs au profit de M. Dupont, client de la banque Y... Il envoie un ordre de virement à son banquier et celui-ci débite immédiatement le compte de Durand de 10.000 francs et en crédite d'autant le compte d'Y... Ceci fait, la banque X... avise la banque Y... de l'opération, en la priant de bien vouloir créditer Dupont de la somme inscrite au crédit de son propre compte. La banque Y. termine l'exécution du virement en réalisant l'écriture au profit du bénéficiaire Dupont.

L'administration avoulu voir dans cette opération un double virement, et a exigé un double droit de timbre. On pourrait cependant objecter que l'opération réelle se réduit à un seul virement de Durand à Dupont, mais ce n'est pas là la conception fiscale.

§ 2. — LA PERCEPTION DU DROIT DE TIMBRE.

Les banquiers ne peuvent accepter d'ordres de virement non timbrés. C'est donc le signataire de l'ordre qui timbrera son écrit, sauf si l'ordre émane de l'étranger, auquel cas le banquier est tenu d'apposer lui-même le timbre. Dans ce dernier cas, il débite le compte du client du montant du timbre en l'ajoutant sur la fiche débit, et en créant une fiche de crédit supplémentaire portant inscription du montant du droit de timbre au crédit du compte de profits et pertes de la banque.

Le paiement du droit de timbre peut s'effectuer de deux façons :

1° Par apposition de timbres mobiles. Ces timbres doivent être oblitérés, c'est-à-dire porter à l'encre noire le lieu et la date de l'opération, avec la signature du donneur d'ordre. Cette dernière peut être remplacée par une griffe, comme pour les effets de commerce. Dans le cas de virements provenant de pays étrangers, le banquier français chargé de l'apposition du timbre, est également chargé de son oblitération.

2° Par timbrage à l'extraordinaire. C'est habituellement le procédé employé pour les carnets à souches d'ordres de virement délivrés par la Banque de France. Ce sont les directions départementales de l'Enregistrement qui sont chargées de l'exécuter. Le banquier présente au receveur du canton une formule spécimen, et s'acquitte entre ses mains du montant des droits exigibles pour un certain nombre d'ordres. Le receveur vise la formule spécimen, et délivre un bulletin portant permis de timbrer. La banque fait ensuite parvenir elle-même la formule spécimen et le bulletin délivré, à l'atelier départemental qui se charge de l'exécution matérielle.

§ 3. — SANCTIONS.

Il nous reste, en achevant cette étude fiscale, à dire quelques mots des pénalités. Lorsqu'un ordre de virement n'est pas timbré, ou l'est insuffisamment, deux cas peuvent se présenter. (Code du Timbre, art. 128) :

1° S'il s'agit d'un virement sur place, le souscripteur est passible d'une amende de 50 francs. Le banquier n'encourt aucune responsabilité.

2° S'il s'agit d'un virement déplacé, le banquier et le souscripteur sont chacun passibles d'une amende proportionnelle de 6 %. Ils sont, vis-à-vis de l'administration du timbre, solidairement responsables du paiement de l'amende.

Dans le cas de virements exécutés en France et provenant d'un donneur d'ordre français, ce dernier seul a qualité pour réparer l'omission du timbre, et son banquier ne saurait y suppléer.

Les chiffres de ces amendes étaient antérieurement de 90 francs pour les virements sur place, et 10,80 % pour les virements déplacés. C'est le décret-loi du 24 mai 1938 qui a rabaisé ces chiffres aux taux actuels.

CONCLUSION

Les échanges internationaux, si variés et si multiples en temps de paix, ont conduit les exportateurs et importateurs de marchandises à utiliser largement le virement dans le règlement de leurs dettes. Nombre de sociétés d'exportation et d'importation possédaient avant la guerre des comptes en banques dans la plupart des pays et, dans leur propre pays, des comptes en monnaies différentes. Les ordres de virement internationaux s'entrecroisaient, au-dessus des frontières, et seul le solde de la balance des comptes nécessitait un mouvement d'or.

La forme de rédaction était, bien entendu, soumise à la règle « *locus regit actum* », de même pour les conditions de validité. Quelques difficultés surgissaient au cas où un titulaire de deux comptes rédigés en monnaies différentes faisait exécuter un virement entre eux. Il s'agissait de savoir, en effet, à quel cours le change devait s'opérer. Ceci était une question de pur fait. De même, la question s'était souvent posée en droit pour savoir lequel de deux co-contractants, l'un étranger, l'autre français, devait subir la dépréciation de l'une des deux monnaies, lorsque celle-ci se produisait.

Mais ces difficultés ont perdu toute leur actualité, depuis que des mesures d'économie dirigée dans la plupart des pays modernes ont centralisé toutes les dettes et créances étrangères à un Office de Contrôle des Changes, se substi-

tuant aux parties en cause dans le règlement de la dette commerciale extérieure.

Par contre, toutes les questions relatives aux règlements à effectuer, non plus entre individus, mais entre nations, retrouvent aujourd'hui un nouvel intérêt, avec la liquidation de la guerre 1939-40. Autrefois, les pays vaincus livraient aux vainqueurs de l'or ou des marchandises. Ce procédé n'a pas entièrement disparu de nos jours, puisque les pays vaincus règlent encore en nature une partie des répartitions. Mais le procédé présente des inconvénients pour le pays créancier, qui risque de voir se constituer une prime à l'industrie du pays débiteur, et un risque de chômage dans ses propres industries.

On a songé à d'autres solutions. C'est ainsi qu'un pays débiteur peut acheter des lettres de change et les remettre au pays créancier, comme cela a été fait en 1870. Mais c'est surtout dans la voie du virement qu'il faut rechercher le procédé le plus commode. Actuellement, l'Etat français subvient aux frais d'occupation de l'armée allemande par des virements au compte du Reich en territoire occupé. Il est probable qu'après le traité de paix, une chambre de compensation réalisera le règlement des réparations. On pourrait envisager, dans cette hypothèse, une banque internationale consentant aux Etats des ouvertures de crédits garantis par une certaine source de revenus. Un simple jeu d'écritures suffirait ensuite à éteindre les dettes internationales.

Après 1918, le système avait bien été étudié, mais les Etats craignaient de voir se constituer dans cette banque internationale un super-Etat dangereux pour leur indépendance. Cette crainte paraît avoir perdu sa force de nos jours.

Il faut s'attendre, du reste, à voir fonctionner, même entre Etats non-belligérants, des offices de compensation rendus nécessaires par les cloisonnements des économies

nationales et les mesures d'autarcie. Dans ces offices de compensation, les règlements par jeu d'écritures seront normalement pratiqués et auront ainsi un bel avenir.

Est-ce à dire que nous nous détachons progressivement de vieilles formules, de la monnaie fiduciaire, comme nous nous sommes détachés de celles de la monnaie métallique ? Nous ne le croyons pas. Certains auteurs, surtout de l'Ecole Mathématique, ont vu dans ce qu'ils nomment le Comptabilisme social un séduisant prétexte à des développements arithmétiques et compliqués. D'autres, des socialistes, dans l'idée fixe de la lutte contre le capitalisme, y ont vu le plus sûr moyen de supprimer la monnaie, cet auxiliaire né du capitalisme.

Tous ces économistes ont fait preuve d'une confiance quelque peu exagérée en l'avenir du virement en banque. Ils ont rêvé d'une société future où l'unité monétaire serait complètement dématérialisée assimilée à sa définition d'unité abstraite de pouvoir d'achat. Dans cette société future, idéale, toute dépense se résoudrait en une simple inscription sur un registre social monstrueux. La monnaie, la monnaie en tant que monnaie manuelle, perdrait alors toute signification pratique. Mais ceci paraît bien n'être qu'une vue de l'esprit. Outre les difficultés matérielles, et les complications auxquelles nous nous heurterions dans le règlement des petites dépenses, en particulier de dépenses journalières de nourriture et d'entretien, il semble bien imprudent et bien anti-scientifique de s'ériger en prophète et de prévoir ce qui se passera dans quelques siècles. Et surtout, la leçon de la pratique est là pour nous prouver que la tendance actuelle n'est pas du tout orientée vers un comptabilisme social. Mieux, les expériences qui ont été tentées ont échoué, et les expérimentateurs ont dû faire machine arrière.

C'est ainsi qu'en U. R. S. S., par exemple, des essais ont été faits, de 1919 à 1920, et ont abouti à un échec mani-

fieste. Les socialistes russes avaient cherché à supprimer la monnaie manuelle, mais dès 1922, ils durent recourir à une série de mesures marquant le retour à une monnaie normale. Ils y revinrent :

1° Par une émission de billets de banque ou « tchervonetz », représentant la valeur de 10 roubles-or d'avant guerre, gagés par 1/4 de métal et de divises stables ;

2° Par une émission de bons de Caisse de l'Etat : un « tchervonetz » valant 10 roubles en bons de Caisse ;

3° Par la frappe de monnaie de bronze ou de nickel pour les petites transactions.

Nous pouvons résumer la leçon de l'expérience russe en une double constatation : tout d'abord, la monnaie assure et sauvegarde la liberté de consommation, en permettant au consommateur d'effectuer son calcul concernant la répartition et l'ajustement des biens, selon l'utilité marginale qu'il leur attache. Par ailleurs, la monnaie ne saurait se dématérialiser complètement sans méconnaître la conception pluraliste de sociétés humaines, ni celle d'une mobilité nécessaire des hommes et des choses.

Tout ce que l'on peut dire, c'est que la tendance actuelle est de créer suivant la nature de la monnaie, de véritables zones de paiement. Si la monnaie fiduciaire, par son extrême souplesse de forme, permet, par grandes ou petites coupures, le règlement des sommes moyennes et des dépenses de consommation, la monnaie de banque se prête plus commodément au transfert de très grosses sommes, notamment les dépenses de production. Dans un pays à monnaie métallique, on peut donc affecter les zones de paiement selon l'importance croissante des règlements à effectuer aux trois formes de monnaie : la monnaie métallique, pour les paiement de petites sommes ; la monnaie fiduciaire, pour le paiement de sommes moyennes, et la monnaie scripturale, pour les paiements les plus importants,

Sur le plan international, si le virement télégraphique reste la devise la plus importante, l'aspect de ces différentes zones de paiement se modifie du fait que seule une monnaie métallique peut servir à solder la balance des comptes déficitaires.

Dans la complexité du problème monétaire, les trois formes de monnaies sont solidaires les unes des autres, et sont en réalité les trois aspects du seul et même phénomène. Elles se complètent parfaitement et l'on ne saurait toucher à l'une d'entre elles sans détruire ou compromettre leur équilibre. Toutes sont et restent foncièrement nécessaires. La monnaie scripturale est rapide dans son emploi ; la monnaie fiduciaire est la plus commode pour les dépenses fractionnées ; quant à la monnaie métallique, sa rigidité constitue un frein puissant aux fluctuations dangereuses de la valeur de l'unité monétaire.

De la pièce d'or au billet de banque, et du billet de banque au trait de plume, il n'est pas si loin que l'on ne puisse conserver les trois, dans la miraculeuse et traditionnelle harmonie du crédit.

BIBLIOGRAPHIE

PREMIERE PARTIE. — Origines et Développement

LES ORIGINES :

- ARISTOTE. — *Traité de la Politique* et principalement chap. III. In-8°. Paris, Lagrange, 1844-1892 (volume 10).
- BEAUCHET. — *Histoire du Droit privé de la République Athénienne*. T. IV. Le Droit des Obligations. In-8°. Paris, Marescq, 1897.
- BOURQUELOT. — *Etude sur les Foires de Champagne (1553-1582)*. In-4°. Paris, Imprimerie Impériale, 1857 (2 volumes).
- BROCHUT. — *Du développement du chèque et du paiement par compensation en France*. Thèse. Paris, 1927.
- CUQ. — Etude sur les contrats de l'époque de la première dynastie babylonienne. *Nouvelle Revue de Droit français et étranger*, 1911. T. XXXIV, p. 4.230.
- HUVELIN. — *Essais historiques sur le droit des marchés et des foires*. Thèse. Paris, 1897.
- ISOCRATE. — Trapezitique (§§ 35 et 36). Traduction du duc de Clermont-Tonnerre. Paris, Firmin-Didot frères, 1862.
- MARTIN. — Les virements en banque. Thèse. Lyon, 1932.

DEVELOPPEMENT ACTUEL :

- La Banque et ses services*, ouvrage de documentation professionnelle, publié avec la collaboration de praticiens. In-4°. Paris, Banque, 1931.
- BOUTERON. — Le Chèque, théorie et pratique. In-8°. Paris, Dalloz, 1824.
Le droit nouveau du chèque. In-8°. Paris, Dalloz, 1928.
- CHAPOUTOT. — Dépôts de fonds en banque. Thèse. Nancy, 1928.
- CHOLAT. — Le Compte courant. Thèse. Lyon, 1927.

- DALSACE. — Conditions de délivrance et d'utilisation de carne's de chèques. Thèse. Paris, 1928.
- PEITU. — Traité du compte courant. In-8°. Paris, Marescq, 1873.
- Encyclopédie de Banque et de Bourse*, publiée sous la direction de M. François-Marsal. Tome III. In-4°. Paris, Crété, 1928-1931.
- HAMEL. — Banques et opérations de banque. Paris, Rousseau, 1933.
- LE QUESNE. — Virements et chèques postaux. Thèse. Paris, 1910.
- MARTIN. — Les virements en banque. Thèse. Lyon, 1932.
- Revue Générale de Droit Commercial*, janvier-février 1932, p. 27.
- HUBEN DE COUDER. — Dictionnaire de Droit commercial, industriel et maritime, 3^e édition. Paris, Chevalier, Marescq et Cie, 1877-1898 (8 volumes).

DEUXIEME PARTIE. — Incidences juridiques, économiques et fiscales

PROBLEME JURIDIQUE :

- AUBRY et RAU. — Cours de Droit civil français, 5^e édition, mise à jour par G. Rau, Ch. Falcimaigne et ault. Tome IV. In-8°. Marchal et Billard, 1902.
- CAPITANT. — De la cause des obligations. In-8°. Paris, Dalloz, 1923.
- Cours de Droit civil français. T. II. In-8°. Paris. Dalloz, 1939.
- DUPONT. — De la novation et de l'indivisibilité du Compte courant. Thèse. Paris, 1910.
- DROUILLAT. — Etude juridique du virement en banque. Thèse. Poitiers, 1931.
- ESCARRA. — Principes de Droit commercial. Tome IV. In-8°. Paris, Sirey, 1934.
- FOULD. — Le paiement des chèques perdus, volés, faux ou altérés. Thèse. Paris, 1924.
- HERMANN. — Le problème de la responsabilité dans le paiement des ordres de virement falsifiés. Thèse. Paris, 1930.
- HUBERT. — Essai d'une théorie juridique de la Délégation. Thèse. Poitiers, 1899.
- JANSENN. — Le Crédit confirmé en France et en Belgique. In-8°. Bruxelles, Bruylant, 1927, et Paris, Librairie de Droit et de jurisprudence, 1927.
- Juris-classeur commercial*, Banque et Bourse, publié sous la direction de Louis Gallie. Tome premier, fascicule V.

- LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de Droit Commercial*. Tome IV, 5^e édition. Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1936.
- PLANIOL et RIPERT. — *Traité pratique de Droit Civil Français*. Tome VII. In-8°. Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1931.
- ROUX. — *Compensation et virement de titres*. Tèse. Paris, 1930.
- RUTSAERT. — *Etude sur la délégation en droit privé romain*. Thèse. Gand, 1929.
- TERREL et LEJEUNE. — *Traité des opérations commerciales de banque*. In-8°. Paris, Masson, 1923.
- THALLER et PERCEROU. — *Traité élémentaire de Droit Commercial*. 7^e édition. In-8°. Paris, Rousseau, 1925.
- VAHL. — *Précis théorique et pratique de Droit Commercial*. In-8° Paris, Thenin, 1922.

PROBLEME ECONOMIQUE :

- AFTALION. — *Monnaie. Prix et change*. In-8°. Paris, Thenin, 1927.
- ANSIAUX. — *Traité d'Economie Politique*. In-8°. Tome II. Paris, Giard, 1923.
- BAUDIN. — *Monnaie et formation des Prix*. Tome VI du traité publié sous la direction de M. Truchy. In-8°. Paris, Sirey, 1936.
- Le Crédit. In-8°. Paris, Aubier, 1934.
- HARISTOY. — *Les virements en banque*. Thèse. Paris, 1906.
- LAUFENBURGER. — *Enquête sur les changements de crédit et de la banque de 1914 à 1938*. Tome I. Les Banques Françaises. Paris, Sirey, 1940.
- PERROUX. — *Cours d'Economie Politique*. 2^e édition. Tome III. In-8°. Paris, Donat-Montchrestien, 1939.
- PETRITZI. — *La Monnaie scripturale*. Thèse. Paris 1933.
- PIROU et BYÉ. — *Traité d'Economie Politique*. Paris, Sirey, 1939.
- RIST (Ch.). — *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*. Paris, Sirey, 1933.
- VALRAS. — *Abrégé des Eléments d'Economie Politique*. (Revisé par G. Leduc). In-8°. Paris, Pichon et Durand Auzias, 1938.

PROBLEME FISCAL :

- La Banque et ses services*. Ouvrage de documentation professionnelle publié avec la collaboration de praticiens. Paris, 1931.
- Recueil pratique de Droit financier* publié sous la direction de M. Jules Percquel. 6^e édition. Paris, 1936.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
PREMIERE PARTIE. — ORIGINES ET DEVELOPPEMENT.	10
Chapitre I ^{er} . — Origines	11
Paragraphe I ^{er} : L'ébauche : Les Précurseurs dans l'Antiquité	11
Paragraphe II : Le Moyen-Age	18
Paragraphe III : L'Evolution au XVII ^e siècle : La Banque d'Amsterdam	21
Paragraphe IV : Le perfectionnement et l'élargissement du procédé : Les banques d'Angleterre au XVII ^e siècle et les Chambres de Compensation	21
Chapitre II. — Le Développement actuel du procédé	29
Section I ^{re} : Impulsion technique	29
Paragraphe I ^{er} : L'ordre de virement	30
Paragraphe II : L'exécution comptable	35
Paragraphe III : Contrôle de l'exécution	36
Paragraphe IV : Les comptes de chèques postaux ...	37
Section II : Impulsion des faits	38
Section III : Impulsion législative	40
Paragraphe I ^{er} : L'Œuvre législative d'avant-guerre : L'encouragement ; le décret-loi du 29 juillet 1939	41
Paragraphe II : L'Œuvre législative de Guerre : La contrainte ; le décret du 14 mars 1940, la loi du 21 octobre 1940 et le décret d'application du 22 octobre	42
DEUXIEME PARTIE. — INCIDENCES JURIDIQUES, ECONOMIQUES et FINANCIERES	56
Chapitre I ^{er} . — Problème juridique	58
Section I ^{re} : Nature juridique du virement	60
Paragraphe I ^{er} : Etude théorique de la novation	61
Paragraphe II : Application jurisprudentielle de la théorie de la novation au virement	63

Section II : Conditions de validité et preuve du virement	74
Paragraphe I ^{er} : Conditions d'existence et de validité	74
Paragraphe II : Preuve	83
Section III : Effets juridiques du virement en banque ..	85
Paragraphe I ^{er} : Effets, dans les rapports normaux entre les parties	86
Paragraphe II : Effets des virements entachés d'er- reurs, de falsifications ou d'exécution tardive	89
Paragraphe III : Effets particuliers du virement fait pendant la période suspecte de la faillite	93
Chapitre II. — Problème économique	95
Paragraphe I ^{er} : Influence des virements sur les Comptes en banques	96
Paragraphe II : Influence du virement sur la valeur de la monnaie	97
Chapitre III. — Problème fiscal	105
Paragraphe I ^{er} : Principe et applications	106
Paragraphe II : Perception du droit de timbre	109
Paragraphe III : Sanctions	110
CONCLUSION	111
BIBLIOGRAPHIE	117

21 juin 1941.

Vu : le *Président de la thèse* :

AUDINET.

21 juin 1941.

Vu : le *Doyen*,

B. RAYNAUD,

Vu et permis d'imprimer :

Vu, pour le *Recteur*, 21 juin 1941 :

Le Doyen délégué :

B. RAYNAUD

